

# Rouge

A ses lecteurs  
Rouge souhaite  
une bonne année

M 1578 N° 1044 6F

Hebdomadaire de la Ligue communiste révolutionnaire (IVe Internationale)

du 31 déc. au 6 janv. 1983

## 1983 : le changement seuls les travailleurs

## l'imposeront

**E**T dire qu'ils s'étaient fait élire au nom d'une croisade contre le chômage et l'inflation... 800 000 emplois seront créés la première année, dont 210 000 dans la fonction publique, avait promis Mitterrand. Il n'était que candidat, alors. Priorité aux bas salaires, relance de l'économie par la consommation, proposait Mauroy.

Ils ont fait l'inverse. Les salaires sont bloqués, le pouvoir d'achat régresse, l'indexation des salaires sur les prix est liquidée. Quant au chômage, faute d'une réduction massive du temps de travail à 35 heures, il se porte bien !

Mitterrand et Mauroy ne promettent plus qu'austérité et rigueur au nom d'une crise qu'ils gèrent en faisant leurs les exigences des patrons. Pour cela, ils préconisent un compromis national, afin que tous, travailleurs et chefs d'entreprise, tirent dans le même sens... celui des profits patronaux au détriment des revendications ouvrières.

**L**E changement ? Où ça ? Et en plus, ils veulent continuer la même politique. Mauroy rêve tout haut à Matignon. Il veut, en 1983, « éponger l'excès de liquidités qui résulte de l'augmentation du pouvoir d'achat distribué en France jusqu'à la mi-1982 ». Non content d'avoir stoppé cette augmentation, il veut en récupérer l'excédent au profit d'une épargne forcée, comme en RFA. Mauroy, qui ne manque pas d'imagination en fin d'année, veut proposer une formule de maintien (pas de progression, ça serait un changement...) du pouvoir d'achat.

Ou bien un pseudo-maintien par une progression mesurée des salaires, ou bien un maintien comprenant une diminution du salaire afin de payer une réduction du temps de travail. Pour Mauroy, maintien du pouvoir d'achat, ça veut dire baisse du salaire...

Le changement, avec eux, marche comme les crabes, de côté.

**D**EBUT 1983, il faudra payer la note des combats non livrés, le prix des nouvelles solidarités. Ils s'inscriront au bas de la fiche de paye, et dans les files des chômeurs aux portes des ANPE. Faute d'avoir combattu pour l'indexation des salaires sur les prix, faute d'avoir livré bataille pour une réduction à 35 heures du temps de travail, partis et directions syndicales, sont co-responsables d'une régression du niveau de vie. Aux prud'homales, les travailleurs ont sanctionné et le gouvernement et les syndicats ouvriers, par l'abstention, signe de désarroi, de désorientation. Aux municipales, les partis de gauche risquent une sanction identique dont la droite cherchera à profiter. Les travailleurs doivent pouvoir sanctionner la politique actuelle, faire entendre leur exigence d'une autre orientation, en portant leurs suffrages sur une liste qui se fasse l'écho de leurs espoirs, qui exprime la volonté d'une lutte résolue contre les capitalistes. C'est le sens de la présence de la LCR aux municipales.

Au-delà des élections, l'année 1983 devra être celle de la contre-offensive ouvrière, opposant aux profits patronaux les exigences du plus grand nombre. C'est en effet la seule façon de sortir de la crise.



**A quoi servent  
les nationalisations ?**

p.8/9/10

**Femmes :  
Egalité ? L'exemple  
de la fonction publique**

p. 7

**La mort  
de Louis Aragon**

p. 15

**Argentine :  
une dictature qui n'en  
finit pas de mourir**

p. 13

## REPAIRES

11 PRIMAIRES PC-PS  
L'UNION EST UN CALCUL

**C**OMMENTANT le résultat des prud'homales, L. Jospin s'était fendu d'un jugement lapidaire : « C'est un recul historique de la CGT... » Quelques jours plus tard, sortant des négociations au siège du PCF, il avait perdu de son aplomb pour justifier ce que tout le monde jugeait comme « un recul du PS, devant le PCF », pour un « bon accord aux municipales ».

Dix-huit mois après le 10 mai, le PS n'a toujours pas résolu sa contradiction première. Son envolée électorale, portée par les votes ouvriers, n'a toujours pas de relais solide au sein de la classe ouvrière. Le PCF, malgré de sévères reculs électoraux, est toujours, des deux partis, celui qui est le mieux implanté dans les grandes entreprises.

C'est sur cette réalité crue qu'ont fondu au fil des négociations les appétits de départ du PS, en nombre de têtes de listes aux municipales.

Et cette réalité est d'autant plus incontournable, lorsque l'on veut faire passer une politique d'austérité sur le dos des travailleurs, sans qu'il y ait trop de remous dans les entreprises, en maintenant au mieux les « acquis municipaux » des élections de 1977.

Les intérêts se croisent : le PCF avait tout à perdre électoralement à une multiplication des « primaires », tout en sachant parfaitement l'importance qu'accorde aujourd'hui le PS à son soutien, au gouvernement et dans les entreprises, aux mesures d'austérité. Alors, « donant-donnant », c'était le « prix d'un accord ».

« Le PS s'est fait duper », commentaient certains organes de presse, détaillant par le menu les crises locales qu'entraîne l'accord dans le Parti socialiste, au Mans par exemple.

C'est analyser la politique à la seule mesure des marchandages d'appareils. C'est ignorer simplement les tensions qui traversent ces deux partis, en profondeur, depuis le 10 mai. Pour le PCF, c'est une fraction de ses militants et électeurs, parmi les plus combattifs, qui lui a fait défaut, n'acceptant pas son alignement pur et simple sur la politique d'austérité actuelle. Son premier souci était donc d'éviter une confrontation difficile lors des municipales avec le PS, qui aurait encore souligné cette perte d'influence.

Globalement, c'est ce même refus d'une politique contraire aux « espoirs du 10 mai » qui touche aussi le PS. C'est là la raison profonde d'une tendance à l'abstention qui marque les sondages aujourd'hui. Le but commun au PS et au PC était d'amoinir la sanction électorale. D'où l'accord... une mesure de sauvegarde mutuelle.

## SNIAS

Le PS contre  
le RPR... et  
le P-DG Mitterrand

« Ce qui était intolérable hier est inadmissible aujourd'hui. » Telle est la condamnation par le PS de Toulouse, de la direction de la SNIAS dont le P-DG n'est autre que le général Jacques Mitterrand, frère de François. Ce fut un véritable procès public, le lundi 20 décembre, lors de la conférence de presse de la fédération socialiste de la Haute-Garonne, dont les prises de position rejoignaient celles du PS de Loire-Atlantique (voir Rouge du 3 décembre).

« Bien avant le 10 mai, rappelait le secrétaire fédéral, les directions locales de la SNIAS ont appliqué une politique de relations sociales où la ségrégation, la répression, la marginalisation des militants et responsables de la CFDT, de la CGT, du PS et du PC étaient la ligne de conduite. Et aujourd'hui rien n'a changé. »

Au lieu d'étendre leurs critiques à la façon dont sont gé-

rées les entreprises nationalisées, comme le faisaient leurs camarades de Nantes, les socialistes toulousains préfèrent publiquement s'en prendre au « RPR très présent dans les postes de direction, investi dans tous les secteurs d'activité de la vie de l'entreprise. Ce parti utilise les syndicats réformistes à des fins politiques comme le contrôle de l'embauche, le contrôle des promotions, l'utilisation de la formation à des fins idéologiques, etc. ».

Les élus du PS y sont allés de leur dénonciation. André Méric, sénateur, a estimé « impensable qu'il y ait une ségrégation envers des militants politiques ou syndicaux de gauche dans une entreprise nationale ». Leur souhait a été rappelé par un autre sénateur : « Remplacer des hommes et l'actuel P-DG qui se refusent à mener la politique de changement. »

Cette conférence de presse avait la forme d'un avertissement à la veille de la nomination d'un nouveau P-DG en mai 1983 : « Si des revanchards existent, nous les mettons en garde ; rien ni personne ne saurait remettre en cause la volonté majoritaire. »

Voir notre dossier sur les nationalisations pages 8, 9 et 10.

## CNPFF

« Quand nous  
aurons faim... »

Il y en a qui ne doutent de rien ! Ainsi en est-il de cet éditorial du GIREP, la Revue d'informations interprofessionnelles des industries de la région est de Paris.

D'après eux, les lois Auroux, c'est « l'entreprise volée à ses propriétaires »...

Dans ce secteur où le SNPMI a rassemblé de 20 à 42% des voix aux dernières élections prud'homales, la polarisation politique à droite des milieux patronaux va bon train. Avec des arguments qui sont franchement des appels à la lutte.

« Comment choisir pour les patrons de rester "apolitiques" quand la politique vient les voler de ce qu'ils ont créé et de ce qui les engage. »

« (...) Demain, nos propriétés personnelles, de la maison à la voiture en passant par nos enfants (pour qui c'est déjà presque fait), nous serons volés. (...) Et dans l'entreprise, les salariés seront sous le joug sans contre-poids des dictateurs syndicaux. »

« Ce n'est pas là prédiction pour faire frémir les esprits faibles. Regardons ce qui est arrivé autour de nous au Cambodge, en Pologne, en Russie et ailleurs. »

Quand nous aurons faim, quand nous rentrerons chez nous en essayant de détecter les micros, quand chacun — dans la rue — se méfiera de chacun, quand les décisions de notre pays seront dictées par l'étranger, il sera trop tard. Le peuple enchaîné et ligoté regrettera en silence (prudence obligera) ce que l'Histoire appellera alors l'ère des entreprises libres. »

« Ne glosez pas, vous qui trouvez ces propos excessifs. Ces temps sont proches. Si nous ne nous révoltons pas, si nous n'allons pas au-delà de nos critiques de pères tranquilles dérangés dans leur confort, si nous n'unissons pas nos énergies pour nous battre contre la vérolisation rampante, alors oui vraiment, ces temps sont proches. »

Une réponse évidente aux utopistes qui pourraient espérer une bonne entente avec ces gens-là !

## PRERETRAITES

En baisse, depuis  
le 31 décembre

Le Comité supérieur de l'emploi (comité paritaire avec patronat, syndicats, gouvernement), qui statue sur les contrats de solidarité et les dossiers Fonds national de l'emploi, a consacré sa dernière réunion aux taux « préretraite à 70% ».

A partir du 1<sup>er</sup> janvier, les préretraites seront accordées en baisse : 65 % du salaire brut au-dessous de 7 410 F (plafond Sécurité sociale) 50 % au-dessus.

Parmi les dossiers traités : Michelin ; le comité lui a accordé un contrat FNE, 2 700 départs en préretraite, qui ne seront pas remplacés par de nouvelles embauches... moyennant une « promesse de négociation » sur la réduction du temps de travail et la contribution de Michelin au développement régional (cf. article dans Rouge n° 1037).

Les préretraites en baisse, c'est pour les patrons, Michelin entre autres, le droit de licencier à moindre prix. Ils continueront à faire, cela dit, le « chantage à la hausse des charges sociales », pour obtenir une nouvelle convention UNEDIC qui leur soit encore plus favorable.

Les salariés, préretraités, chômeurs, par contre, pourront mesurer sans voile la baisse de leurs revenus.

## PUTSCH D'ALGER

Un militant  
du PCF,  
soldat du rang  
à l'époque,  
se souvient...

Joseph Coutant fut, comme il l'indique lui-même fièrement, « délégué soldat au 2<sup>e</sup> escadron du 16<sup>e</sup> régiment de dragons » au moment du putsch d'Alger, en avril 1961 qu'il contribua avec ses camarades à faire échouer.

Aujourd'hui, militant du PCF à Quimper, il s'insurge contre la décision prise par le gouvernement de réintégrer dans les armées des généraux factieux de l'époque. C'est la raison pour laquelle il a rendu publique la lettre qu'il avait adressée à ce sujet à F. Mitterrand. « Rouge », qui a mené campagne avec d'autres contre cette décision scandaleuse, lui ouvre donc ses colonnes.

« Jeunes paysans, ouvriers, intellectuels et jeunes de toutes les catégories sociales, nous avons vingt ans sur une terre d'Afrique, dont beaucoup savaient intimement qu'elle n'était plus nôtre. »

« Saviez-vous quel épouvantable drame moral nous avons vécu : après le putsch du 21 avril 1961 de ces généraux, je me suis retrouvé muet dans un commando de harkis où l'on ne savait plus qui était qui, où nous savions que ces hommes étaient condamnés par l'Histoire, trompés, bernés par ceux que vous réhabilitez. La torture au quotidien : nous n'y pouvions rien. Et ceux-là, s'ils l'avaient emporté, nous étions bon pour le poteau d'exécution, et qui sait, quand aurions-nous été réhabilités, à titre posthume peut-être. (...) »

« Qu'en est-il de nous qui avons combattu pour la justice de l'Histoire et des hommes, et d'un peuple, dans les propres rangs de notre armée. Jeune militant des Jeunesses agricoles catholiques, originaire d'une région où le théâtre paroissial de mon enfance et de mon adolescence n'illustrait encore que le

combat des bleus et des blancs mais où l'on apprenait "tu ne tueras pas". Berger et écolier puis domestique dans les fermes, ce que l'on appelle maintenant un ouvrier agricole, on m'envoyait tuer d'autres paysans "les fellahs". (...) »

« Seront-ils réhabilités, les combattants de l'ombre de la fin du colonialisme. (...) Je crie en leur nom, parce que, si je ne me trompe, et me réfère aux lois, ils sont un peu traités à leur nation ceux qui ont pris fait et cause pour le Front de libération nationale algérien... (...) Les généraux étaient bien les amis de Franco, ils sont de la même trempe que celle de Pinochet. (...) »

« Monsieur et camarade Président, il est simple de dire "je me suis trompé" quand il y a des limites à ne pas dépasser. Un président peut se tromper comme un homme ordinaire, mais il n'a pas le droit de persister dans son erreur. »

La mort  
d'Aragon

Lire p.15

## MENSONGE

Le sondage  
de la semaine !

C'est avec ce genre de sondage que la presse d'« opposition » fait ses « gros titres » (Quotidien de Paris du 27 décembre).

Et le gros titre ce jour-là, c'était : « Une majorité de français ne croit pas aux chances du socialisme ! »

Comme exemple des mensonges de la presse, on ne pouvait mieux choisir ! Car il est bien écrit noir sur blanc : 52% des Français « croient que le socialisme ça peut marcher en France ».

Pour le reste, rien de neuf : ceux qui ont voté à droite pensent que la majorité actuelle n'est pas la bonne. Ceux qui ont voté à gauche apprécient différemment la politique actuelle : ça marche (36%), ça ne marche pas (11%), ça ne marche pas encore (37%) ...

Quelle découverte !



## POINT DE MIRE

INONDATIONS  
SANS ASSURANCES !

**L**A France sous les eaux, ce feuilleton radio-télévisé n'était pas prévu au départ dans les programmes des fêtes de fin d'année.

Pourtant, les inondations sont aussi prévisibles, que les moyens de les combattre sont inexistantes, ou presque.

Le système de prévision des crues dans la région parisienne par exemple, aujourd'hui, a été mis au point en... 1927. Il est constitué en bonne partie d'agents bénévoles qui viennent quotidiennement observer quatre-vingts points de « mesure du niveau des eaux ». Et ces observations ne peuvent évidemment prendre en compte les prévisions météorologiques, l'accroissement des intempéries, des précipitations. Un système amélioré est à l'étude pour 1983. 1927-1983, le progrès technique au ralenti.

Et les prévisions ne peuvent rien sur les inondations. Bien des maisons et bâtiments sinistrés sont construits dans des zones connues comme inondables, mais c'est bien le dernier souci des promoteurs immobiliers. Comme des compagnies d'assurances, qui généralement ne rembour-

sent pas les dégâts occasionnés aux particuliers par les inondations.

Et pourtant, les moyens de lutte contre les inondations sont connus. Ils relèvent d'un aménagement du territoire conséquent : renforcement de digues, remblaiements, ouverture de bassins de retenue des eaux, de circuits d'évacuation dans les zones habitées... Mais c'est là une politique de grands travaux non rentables, comme tout ce qui relève des équipements pour l'amélioration de l'habitat, de l'environnement, des équipements sociaux. Il vaut mieux pour le capital investir ses ressources dans la fabrication d'armes ou la recherche nucléaire ! C'est la logique du profit. Comme dans tant d'autres domaines, ces travaux-là, créateurs d'emplois au passage, fondés sur les besoins de la population, sont ignorés.

Même si la solidarité de leurs voisins aura permis aux sinistrés de passer les fêtes au chaud, comme le montre la télé, ce sont eux en fin de compte qui paieront la note. Mais cela, la télé ne le dit pas.

M. M.

## NOUVELLES PROPOSITIONS D'ABONNEMENT A DOMICILE

	FRANCE	DOM-TOM	ETRANGER
<b>1 - AVEC LA PRESSE DE LA LCR</b> 52 Rouge + 11 Critique Communiste + les n° hors série de Critique Communiste	400 F	400 F	450 F
<b>2 - INFORMATION DES COLLECTIVITES</b> 48 Rouge + 11 Critique Communiste	350 F		
<b>3 - SIX MOIS D'EXPERIENCE DE L'HEBDO « ROUGE »</b> 6 mois = 24 numéros	150 F		
<b>4 - CONNAITRE LE MENSUEL CRITIQUE COMMUNISTE</b> 1 an = 11 numéros	140 F	140 F	160 F

Nom : \_\_\_\_\_

Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Formule choisie : \_\_\_\_\_

Règlement à l'ordre de PEC  
2 rue Richard Lenoir 93108  
Montreuil  
Tél : 859 00 80

Rouge

• Edite par la société Presse/Édition/Communication (PEC)  
• Imprimerie Rotographie. Montreuil Tel 859 00 31  
• Directeur de la publication Robert March  
• Commission paritaire 63922  
• Rédaction-administration 2. rue Richard-Lenoir 93108  
Montreuil Tel 859 00 80 (lignes groupées)

# Non au « compromis national » !

• Les capitalistes sont incapables de maîtriser la crise de leur système. Pour limiter l'érosion de leurs profits, ils obtiennent aide et soutien du gouvernement qui prône le « compromis national »

L'ANNEE 1982 se termine salement. Les concessions gouvernementales aux exigences patronales sont devenues une politique. Si bien qu'une répartition des rôles s'est créée entre gouvernement et patronat. La grande force tranquille du 10 mai s'est muée en machine à austérité. Mitterrand employait le terme pour la première fois devant les ouvrières de CIT Alcatel-Cherbourg, le 15 décembre. Ce sont des « moyens provisoires » disait-il, lui qui le 17 novembre parlait de « trois ans d'effort pour la France ». Du provisoire qui va durer...

Car les patrons la veulent, l'exigent, cette politique qui enjoint aux travailleurs de renoncer à leurs acquis au nom des profits capitalistes. A Villepinte, le CNPF n'y a pas été de main morte. Il exigeait la liquidation de la législation sur l'embauche et les licenciements pour embaucher 600 000 jeunes, au tarif et aux conditions choisis par les seuls patrons.

Delors, frétilant à l'idée de rendre service à Gattaz, le recevait dès le 15 décembre pour lui faire la proposition d'un contrat « emploi-nation ». Cette dernière trouvaille, c'est selon Delors « un mariage de raison » avec le patronat. « Que l'on discute, que l'on cherche des compromis », invite Delors, suite au chantage patronal du 14 décembre.

Jospin lui emboîte le pas et entend les exigences patronales de la même oreille : « Ceux qui ont à faire des compromis avec le patronat, ce sont les travailleurs et leurs organisations syndicales, ce sont les syndicalistes... » Des compromis avec le patronat ? Bien sûr, dit Delors, et puis « le profit serait-il un péché ? », disait-il lors d'une rencontre avec les chefs d'entreprise à Montpellier.

A cette « rencontre », Lothé, secrétaire général de la chambre de commerce et d'industrie, parlait de ces pauvres patrons « qui risquent les bijoux de leur fem-

me et la dot de leur fille » pour sauver leurs entreprises. Les chemins du « compromis social » sont parfois surprenants. Delors, ému par ces P-DG risquant leurs diamants et leurs lingots, promettait peu de temps après, au Club de la presse d'Europe 1 (21 décembre) : « Je n'hésiterai pas à proposer au gouvernement un nouveau tour de vis... » Ça, c'est de la rigueur... L'année 1982 se termine salement. Patronat et gouvernement parlent de « compromis national » pour mieux poursuivre une sale besogne dont les travailleurs font les frais depuis juin 1982.

## L'année noire des revendications

La crise économique fait des ravages. Patrons et gouvernement s'entendent pour la faire payer aux travailleurs. En juin, Mauroy bloque les salaires et consacre la perte du pouvoir d'achat à la rentrée. Le blocage est transformé en police des salaires, 10 % en 1982, 8 % en 1983. Le bilan des pseudo-négociations par branche entérine cette chute, en faisant passer, dans les faits, la mort de l'indexation des salaires sur la hausse des prix. Les rémunérations seront dépendantes, dès lors, de la marche de l'entreprise et de l'économie en général. Comme c'est la crise, les travailleurs paieront...

Tout s'est passé avec la neutralité, voire l'assentiment des confédérations syndicales. Alors pourquoi se gêner, le gouvernement a été plus loin. Il réalise les rêves des battus du 10 mai, les Barre, Giscard et Chirac. Bérégo-voy fait passer une loi Berger bis, qui met en pratique un forfait hospitalier portant un coup mortel à la gratuité des soins aigus. Il rançonne les crédits de fonctionnement des hôpitaux, leur octroyant une maigre enveloppe annuelle.



Salaires et santé matraqués, le CNPF va se charger d'une offensive contre les chômeurs. Il rompt la convention UNEDIC, qui se borne désormais à verser moins longtemps de plus petites indemnités aux sans-travail. Depuis décembre, dans le même état d'esprit, le CNPF s'attaque au financement de la retraite, ramenée à 60 ans, mais qui ne trouve pas de financement...

L'année 1982 est une année noire pour les revendications et les acquis. Le SMIC est de 3 046 F nets pour 173 heures et de 2 970,20 F pour 169 heures. Le nombre de chômeurs est de 2 160 000. Et ils nous invitent à faire un « compromis social » avec les patrons ? Le « contrat nation-entreprises » de Delors

n'est qu'un papier doré pour développer une politique où le profit, réhabilité, devient la seule référence du gouvernement.

« Compromis », « rigueur »... Ils voudraient qu'on baisse les bras, quand le patronat fourbit ses armes. Depuis des mois les incidents violents se multiplient. Pas seulement le SNPML, qui empêche les inspecteurs du travail de pénétrer dans les entreprises en Bretagne. A Grenoble, le patronat organise l'affrontement à Allibert, A Levallois, un commando patronal de cadres attaque les grévistes de la Comsip du siège d'Alstom-CGEE. L'union locale CGT de Poissy, à côté de Talbot, est saccagée début décembre. Circulent parmi les chefs d'entreprise des envies d'affrontement direct avec les organisations ouvrières.

Qu'importent aux ministres de Mitterrand et Mauroy. Ils veulent satisfaire l'appétit des patrons en calmant celui des travailleurs. Leur compromis social, c'est d'autres mots pour dire « laissez les mains libres aux patrons, acceptez le chômage et l'inflation, l'économie nationale en dépend ».

## Intérêt national = intérêt du capital

Cette économie nationale à défendre, c'est le crédo des partis au pouvoir bien sûr. Le PS et le PC sont au gouvernement pour gérer la crise, ils l'ont amplement démontré en dix-huit mois. Mais c'est un crédo commun aux di-

rections des confédérations syndicales.

Deux jours après la démonstration de force du CNPF, le 14 décembre, Jean-Paul Jacquier, secrétaire national de la CFDT, enfourche le mauvais cheval du compromis : « Ce qui nous semble aujourd'hui prioritaire, c'est un contrat entre chefs d'entreprise et syndicats, c'est la donne sociale prioritaire de 1983. » La deuxième gauche ressemble beaucoup, à son sommet du moins, à la gauche social-démocrate. Partant pour un compromis social, la direction confédérale CFDT est ainsi prête, malgré le bilan social 1982, à jouer la courroie de transmission de l'austérité, c'est-à-dire des restrictions sociales permanentes pour les travailleurs.

Côté CGT, c'est la même idée avec d'autres mots. Il s'agit de produire et d'acheter français, pour « reconquérir le marché national ». Dernière conséquence en date, la campagne de la fédération CGT du commerce qui proposait à ses adhérents de mettre sur les produits de leurs rayons « produit français ». Elle enjoignait aux cégétistes du commerce de faire signer aux clients des bons de commande pour les produits français. Alors que le salaire moyen des employés parisiens du commerce avoisine le SMIC, alors que le choix proposé implique de ne pas tenir compte du prix...

On voit la fonction de dévoilement d'une telle campagne bleu-blanc-rouge. Elle n'est pas seulement ridicule, elle est pernicieuse.

## Imposer les exigences ouvrières

Une classe est donc à l'offensive, l'autre pas. Le patronat impose ses quatre volontés au gouvernement, et sa loi aux travailleurs. Ceux-là sont conduits dans l'impasse par des directions syndicales qui admettent l'idée d'un marché de dupes avec le patronat.

Sur l'autel du profit patronal, ils veulent faire de l'année 1983 celle du compromis historique. C'est ça leur cadeau de fin d'année : des promesses d'austérité et la demande d'y collaborer...

La seule réponse possible, c'est d'opposer aux revendications patronales les revendications ouvrières, c'est d'opposer la satisfaction des besoins du plus grand nombre à la loi du profit. Patrons et gouvernement veulent faire renoncer les travailleurs à la satisfaction de leurs besoins au nom d'une crise qu'ils sont incapables de maîtriser et de résoudre. Que 1983 soit l'année de la contre-offensive ouvrière.

Jean Lantier

## Vient de paraître

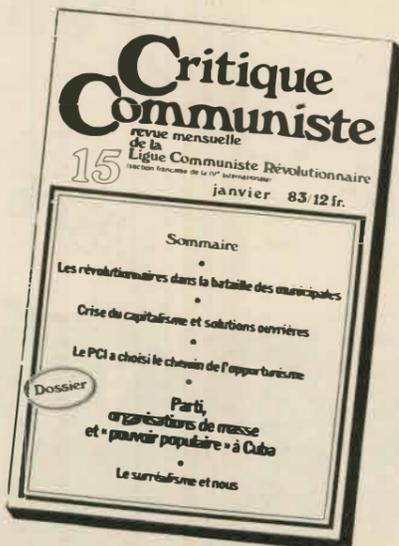
Le numéro de janvier 1983 est paru !

Il contient notamment :

— Le rapport de Charles-André Udry sur la crise du capitalisme et les solutions ouvrières, présenté à la conférence nationale ouvrière de la LCR, les 13 et 14 novembre derniers. Cet important article constitue un matériel de lecture et d'étude indispensable au militant.

— A l'occasion du 24<sup>e</sup> anniversaire de la révolution, une étude de J.-P. Beauvais sur Cuba.

— L'article de Michel Lequenne sur les courants surréaliste et trotskyste constitue un excellent antidote au chœur national et tricolore qui accompagne la mort d'Aragon.



# Savary préserve le dualisme scolaire

• Intégration des écoles privées au secteur public et laïc ou intégration de la concurrence au service public ?

**P**RES de vingt mois après le 10 mai 1981, les lois antilaïques sont toujours en vigueur. En temporisant, le gouvernement espérait-il acheter la « paix scolaire » au prix de quelques concessions à la droite ? Il a récolté la guerre ouverte par les défenseurs du privé, d'Amiens à Nantes, et s'apprête à leur céder sur l'essentiel.

Car les mesures proposées par Alain Savary ne visent pas à mettre un terme au dualisme scolaire : elles visent à l'institutionnaliser à l'intérieur d'un nouveau « service public ». Aux deux secteurs, public et privé, Savary veut substituer un seul « service d'éducation », recouvrant en réalité une multitude d'établissements différents les uns des autres, chacun étant invité à cultiver sa spécificité.

Le « caractère propre » des écoles privées (caractère de ségrégation idéologique et sociale)

## LA CARTE SCOLAIRE

Actuellement, l'enseignement privé peut ouvrir des écoles et créer des classes où il l'entend, mais l'Etat, mis devant le fait accompli, est tenu de financer cet enseignement. Ainsi, tandis que l'école publique vit à l'heure de la « rigueur », l'école privée est subventionnée à « guichets ouverts ». Savary propose d'insérer le privé dans une « carte scolaire » programmant les ouvertures et fermetures de classes.

En revanche, Savary modifie les règles de la carte scolaire du public : il assouplit la « sectorisation » qui veut qu'un établissement public recrute des élèves sur son secteur géographique. Désormais, les familles pourront obtenir des dérogations pour inscrire leurs enfants hors de leur secteur d'habitation.

## UN NOUVEAU CONTRAT

Les écoles privées sous contrat seraient définies comme « établissements d'intérêt public » (EIP). La novation réside dans la gestion : tandis que les écoles privées sous contrat dépendent uniquement d'un organisme privé, les EIP associeraient dans la gestion l'Etat (employeur des enseignants), les collectivités locales (qui financent les crédits de fonctionnement) et l'association privée concernée.

## LE PROJET D'ETABLISSEMENT

Il concernerait tous les établissements, publics ou privés. Chacun d'entre eux serait invité à définir son caractère particulier : pédagogique, spirituel, intellectuel ou sportif... C'est le conseil d'établissement qui définirait le projet.

## LES PERSONNELS

Les enseignants du privé seraient intégrés à la catégorie correspondante des enseignants du public. Pour la grande majorité, qui est assimilée aux maîtres-auxiliaires, l'intégration passe par un plan de titularisation.

Les religieux (10 000 sur 120 000 enseignants) resteraient contractuels.

Enfin, la nomination des chefs d'établissement relèverait d'une procédure associant le conseil d'administration de l'EIP, le conseil d'établissement et le recteur.

est étendu à toutes les écoles publiques sous la forme du « projet d'établissement » : le caractère idéologique de l'enseignement privé est ainsi banalisé sous des considérations pédagogiques. L'instituteur promoteur de la « pédagogie Freinet » est mis sur le même plan que le jésuite de Sainte-Thérèse-de-l'Enfant-Jésus.

## Une querelle « rétro » ?

Querelle dépassée, dira-t-on. La proportion de familles qui recourent à l'enseignement privé pour des raisons religieuses est très minoritaire. Sans doute. Il reste que 93 % des écoles privées, vivant sur fonds publics, se disent catholiques ; les « valeurs évangéliques » n'ont pas besoin d'être explicites pour imprégner l'enseignement ; il reste également que c'est l'Eglise qui négocie et parle au nom de toutes les écoles privées. Est-ce à l'Etat de financer, en concurrence aux écoles publiques, un réseau d'écoles confessionnelles ? Il y en aurait une seule que le principe serait à rejeter.

Mais, s'il est vrai que la « querelle » a perdu de son caractère idéologique (« école sans Dieu ») contre « école obscurantiste », son enjeu a gagné en intensité : les écoles privées sont moins qu'hier la tête de pont de l'Eglise dans la jeunesse, mais bien plus une arme des néo-libéraux contre le service public d'éducation. Le secteur privé, par son existence et la concurrence qu'il exerce, tente de modifier les règles de gestion et de fonctionnement de l'école publique elle-même. Il s'agit de faire rentrer les lois du marché dans le service public, pour en finir avec le « tout-à-l'Etat » : l'école publique serait ainsi conduite à adapter son « produit » à la demande des « consommateurs d'école ».

C'est à ce modèle libéral que Savary fait une grave concession : les deux réformes, de la

carte scolaire et du « projet d'établissement », convergent, en effet, pour substituer au recrutement des élèves sur critère géographique un recrutement sur critère idéologique ou marchand. Dans ce cadre, la décentralisation, loin d'accroître la responsabilité des enseignants, des élèves et des parents, renforcera les inégalités entre établissements : telle collectivité locale pourra décider de financer un établissement plutôt qu'un autre, et sera en mesure de peser sur le « projet » de l'établissement. A quoi s'ajoute l'ouverture du financement à des associations : les plus fortunées seront ainsi en mesure de fournir à « leur » établissement des moyens exceptionnels.

## Le modèle libéral

Que reste-t-il de positif dans les propositions de Savary ? L'abandon de la disposition de la loi Guerneur (1977) qui organisait le financement du privé « à guichets ouverts » ; mais les responsables du privé étaient prêts à cette concession. L'intégration des enseignants laïcs du privé sur des statuts de fonctionnaires et les employeurs : c'est une bonne chose. Mais ces deux mesures ne définissent pas l'orientation générale du gouvernement.

Celui-ci a fait le choix d'institutionnaliser le dualisme : loin de procéder à l'intégration laïque des écoles privées touchant des fonds publics, il procède, au contraire, par extension du statut des écoles privées au service public. Si le plan Savary devait s'appliquer, les défenseurs du privé remporteraient une double victoire : non seulement ils auraient obtenu que l'Etat continue de les financer, mais encore le modèle libéral imposerait ses règles à l'enseignement public.

Pourtant, la droite pousse des hauts cris. Ne comprend-elle pas où sont ses intérêts ? Est-elle as-

**L**ES propositions de Savary et du gouvernement ne règlent rien. Parce que le secteur privé subsiste, financé par les fonds publics. Parce que la concurrence qu'il exerce contre l'école publique serait organisée entre les écoles publiques elles-mêmes. Parce que la droite, sur la question scolaire comme sur les autres, est résolue à faire mordre la poussière à ce gouvernement, quoi qu'il décide.

Le 9 mai 1982, le rassemblement du Comité national d'action laïque, au Bourget, avait témoigné d'une volonté massive de riposter à la droite, pour imposer l'intégration laïque. Depuis lors, le CNAL, les syndicats, le PS et le PC, ont laissé la rue à la droite. Celle-ci a multiplié les rassemblements, pour faire monter la pression. Aujourd'hui, l'intégration laïque n'a pas avancé, mais l'introduction du « caractère propre » au service public progresse à grands pas.

Les défenseurs de l'école publique seront-ils condamnés à assister en spectateurs au face à face du gouvernement et de la droite ? La droite l'a annoncé : ce n'est pas le plan Savary qui éteindra la guerre scolaire.

Pour combattre la droite, sur cette question comme sur toutes les autres, il faut une autre politique que celle du gouvernement appuyé par le PS et le PC. Ce n'est pas par une politique de concessions, ni par l'introduction du « caractère propre » au service public, qu'on défendra le caractère public et laïc de l'école. Au contraire, cela stimulera les partis de droite et associations réactionnaires, lors du processus de négociations, pour redoubler dans leurs attaques contre l'école laïque.

**C**E qu'il faut, c'est une autre politique : la mobilisation pour refuser tout dualisme dans l'école publique et réaliser l'intégration laïque. Cela dépend d'abord des organisations ouvrières et laïques : qu'elles mettent leur poids dans la balance, en organisant des rassemblements de masse, et une grande manifestation à Paris, pour dire : « Non au dualisme et au caractère propre ! Oui à l'intégration laïque ! »

Mais l'action de masse ne saurait être subordonnée aux décisions des directions des partis et syndicats. La LCR proposera, dans les écoles et dans les villes, à toutes les organisations, à tous les militants qui se réclament de la laïcité, d'agir ensemble, de se regrouper pour organiser pétitions et manifestations. Afin de faire converger la volonté et les efforts de celles et ceux qui, sur la question laïque comme sur les autres, sont résolus à imposer le changement.

sez cynique pour jouer une telle comédie ? Seuls les naïfs peuvent s'étonner que la droite hurle à la mort de l'école privée, au moment même où le gouvernement la pérennise. Elle a la même réaction face aux cadeaux du gouvernement au patronat. « Toujours plus ! » est le mot

d'ordre des privilégiés. Le gouvernement a cédé sur le « caractère propre » : il s'agit maintenant pour la droite et l'Eglise de gagner toutes les garanties sur la gestion des nouveaux EIP, et de faire reculer la « fonctionnarisation » des enseignants du privé.

Nicolas Jeanson



Depuis des mois, la droite se mobilise pour défendre ses privilèges

## UN « SECTEUR OUBLIÉ » : CELUI DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

Il est un secteur entier de la formation délibérément exclu des propositions de Savary : c'est celui de l'enseignement professionnel court. Actuellement, 210 000 apprentis partagent leur temps entre l'entreprise et le centre de formation d'apprentis (CFA). Les CFA dépendent, pour la plupart, des chambres de commerce et d'industrie, et des chambres de métier. Leur financement est largement assuré par le versement de la taxe d'apprentissage.

La taxe d'apprentissage due par les entreprises (0,6 % de la masse salariale) est le seul impôt laissé à la libre disposition du contribuable. En effet, les patrons peuvent affecter le montant de la taxe à l'établissement de leur choix. Le résultat est que la taxe d'apprentissage rapporte quatre fois plus de crédits par élève de CFA que par élève de LEP (lycée public d'enseignement professionnel).

On sait que les LEP font figure de « parent pauvre » de l'Education nationale. Leurs besoins de financement sont importants. A quand le versement de la taxe d'apprentissage à l'Education nationale, la nationalisation et la transformation des CFA en LEP publics ?

L'APPEL DE ROUEN

# « Pour leur dire, là-haut, qu'il faut que ça change »

• En trois mois, l'appel de Rouen, adressé à F. Mitterrand et aux députés du PCF et du PS, a recueilli 40 000 signatures dans plus de 50 départements

C'est dès le lendemain des assises du CNPF, le 14 décembre à Villepinte, que Jacques Delors répondait dans les colonnes du « Monde » aux huit exigences du patronat. « Tout peut se négocier », disait-il à l'état-major du capital.

« Ce que vous demandez n'est pas possible aujourd'hui, c'est la crise... », disent par contre, en règle générale, les députés de la majorité du 10 mai lorsqu'ils reçoivent une délégation des milliers de signataires de l'appel de Rouen venue leur faire part des exigences des travailleurs.

La politique de refus de la majorité pour ceux qui l'ont élue, les concessions pour les patrons qui n'ont jamais admis son élection, c'est le constat brut que faisaient ensemble ceux qui se sont réunis pour une nouvelle coordination, le 18 décembre à Paris, à l'appel du collectif de Rouen.

Ils ont donc décidé de porter ce débat-là un ton plus haut. De rencontrer ceux qui dirigent, à l'Élysée, à l'Assemblée nationale, ceux qu'ils ont élus, F. Mitterrand, les groupes parlementaires du PS et du PCF. Ils iront, fin janvier, en délégation représentative de toutes les villes et entreprises où l'appel a été signé reposer publiquement les questions essentielles contenues dans l'appel.

Au moment où la campagne des municipales s'intensifiera, ce sera là une initiative opportune : toutes les forces qui ont pris part à la victoire du 10 mai devront répondre sans détour à l'appel que leur lancent des dizaines de milliers de travailleurs.

Les villes représentées le 18 ont décidé de consacrer leurs forces à la réussite de cette montée nationale. Le collectif de Rouen réalisera pour sa part une plaquette illustrant l'écho qu'a reçu leur appel, dans tout le pays. « Si l'écho est important dans la presse régionale, il y a par contre visiblement un blocus du côté des grands quotidiens d'information nationaux », constatait un camarade. « Il faut refaire le tour des salles de rédaction, et s'ils font toujours la sourde oreille, se payer une publicité dans une de leurs pages, pour que tous les travailleurs connaissent notre appel. »

« Il faut redoubler d'effort là où l'appel n'a pas encore été signé, en janvier, pour étendre encore et toujours le nombre de signatures. » « Car, à la mesure de nos moyens, celles que nous avons déjà recueillies montrent que l'appel est un succès. Ceux qui veulent l'ignorer devront s'en convaincre de force, bientôt. »

M. M.

LILLE, la ville dont Pierre Mauroy, Premier ministre, est maire... mille travailleurs y ont repris l'appel des mille de Rouen.

« Cet appel nous interroge de front, nous, militants syndicaux, qui devons sans cesse défendre les revendications des travailleurs », expliquait le militant syndical connu sur l'agglomération qui présentait la pétition après avoir résumé son impact politique.

« Nous voulons que s'exprime une prise de conscience massive que nombre de mesures gouvernementales ne sont pas appropriées, vont dans le mauvais sens et que s'exprime en même temps une volonté de lutte, d'unité à la base contre les mesures d'austérité. »

« L'appel de Rouen fait des petits, des militants syndicaux protestent contre "l'austérité de gauche" », titrait la Voix de Nord, rendant compte de la conférence de presse.

C'est dans la fonction publique que l'appel a commencé à circuler sur l'agglomération lilloise. 300 signataires au tri PTT de Lozennes, 150 à l'hôpital de Lommelet. Beaucoup de signataires également dans les communaux, la santé, l'Education nationale, le textile.

Ceux qui ont fait circuler l'appel n'ont pas l'intention d'en rester là. Ils veulent prendre le temps et les moyens de faire connaître la pétition sur bon nombre d'entreprises de l'agglomération : Lille, Roubaix, Tourcoing... concentrent dans la métallurgie, le textile, un prolétariat industriel important.

Des militants syndicaux CFDT

nombreux, mais aussi CGT et FO, ont paraphé l'appel. Des militants du PS et du PCF parfois. Des travailleurs, à gauche, non organisés surtout. Les militants de la LCR font bien sûr circuler l'appel, ainsi que des militants du PSU, dans certaines entreprises, même si certains jugent « ambiguë » son attitude vis-à-vis du gouvernement.

« Le gouvernement scie la branche sur laquelle il est assis, il ne provoque que désorientation et désillusion chez les travailleurs », soulignait un des initiateurs de l'appel, au cours de la conférence de presse. C'est en d'autres termes ce que l'on a entendu dire au sein du Parti socialiste même. « Trop c'est trop » disait André Laignel, secrétaire national, « nous n'avons pas été élus pour faire des cadeaux aux patrons ». Sur ce point, les signataires de l'appel ne peuvent qu'être en accord avec lui.

## DE PARTOUT...

- Brest, mi-décembre s'est tenue la première conférence de presse présentant les 400 premières signatures recueillies sur la ville. 130 à l'EDF, 80 chez Thomson-Erickson, 80 à l'arsenal, des dizaines dans l'Education nationale, aux PTT, dans plusieurs petites entreprises.
- Strasbourg, plus de 300 signatures, dans les PTT, l'Education nationale, la FNAC... au meeting régional de la CGT avec H. Krasucki, à la General Motors.
- Saint-Etienne, 200 signatures, dans la métallurgie, l'enseignement, la Sécurité sociale (plus de 100 signataires à la caisse primaire), la mutualité... une conférence de presse est prévue pour début janvier.

Pendant la campagne électorale, pour la mairie de Lille, les signataires lillois de l'appel de Rouen auront sans doute à cœur de faire connaître leur point de vue... à Pierre Mauroy.



## HALTE AUX PROVOCATIONS DE CITROEN !

**Réintégration de Saihine !**  
 لا للاستفزات ستروان!  
 لا لطررد رفیقنا ما یحین  
 يجب علی وزیر الشغل ان یفرض علی ستروان ارجاع رفیقنا  
 Le ministre doit casser la décision de licenciement  
 Le changement doit rentrer à CITROEN  
**Pas un seul licenciement!**  
 L C R Ligue communiste révolutionnaire  
 الرابطة الشيوعية الثورية

Une affiche des cellules Citroën de la LCR.

## CITROEN

# Le patronat reprend l'offensive

LES élections au comité d'entreprise passées dans les établissements de la région parisienne, la direction de Citroën a repris l'offensive contre les travailleurs qu'elle accuse aujourd'hui de sabotage.

En fait, forts de leur victoire de mai et juin derniers, les travailleurs de Citroën ne veulent plus supporter les cadences et la fonction répressive des chefs.

C'est le cas à la peinture et au ferrage à Levallois, à la sellerie et au montage à Aulnay. En riposte, la direction déduit 5 % du salaire à la sellerie à Aulnay et fait sauter quatre heures de salaire pour « non-respect à la cadence » à la peinture à Levallois.

C'est de cela qu'il est question au premier chef lorsque la direction parle de sabotage. Pour faire bon poids, elle a envoyé des nostalgiques du règne de la CSL pour casser quelques voitures finies et en rejeter la faute sur les travailleurs. Ce genre de provocation dépasse, et de loin, les quelques gestes de mauvaise humeur de travailleurs ici et là.

Pour la direction de Citroën, la période de réadaptation est dure puisqu'elle doit agir sans la CSL, pour imposer le retour à une exploitation « normale ». L'annonce du déficit a laissé tout le monde froid, car chacun sait ici que le déficit est quelque chose d'habituel chez Citroën qui veut faire dans les techniques de pointe.

La direction de Peugeot-Citroën a tenté de calmer la situation en accordant des augmentations de salaire supérieures aux recommandations gouvernementales. Cela n'a pas suffi. Et pour cause ! Ce que les travailleurs attendaient, c'était ce qu'avaient promis le médiateur Dupeyroux, Citroën et le gouvernement.

Aujourd'hui, le patronat fait dans le chantage à l'emploi. Il a commencé en expliquant que la baisse des ventes des deux chevaux posait des problèmes à Levallois, annonçant des jours de chômage dès septembre pour les salariés de cette usine.

Il a continué avec le chantage à la fermeture d'Aulnay, toujours pour tenter de faire peur et obtenir ainsi le respect des cadences.

En manœuvrant ainsi, la direction cherche à peser sur les contradictions de la direction de la CGT qui, d'un côté explique aux travailleurs qu'avec le changement il s'agit de produire plus, tout en devant répondre à la volonté des travailleurs de ne plus tolérer l'exploitation féroce de Citroën.

Pour le moment les travailleurs, avec leurs délégués de chaîne, ne marchent ni dans le « produisons français » ni dans le chantage à l'emploi. C'est ce qui explique que la direction tente par le biais de provocateurs de faire savoir aux travail-



leurs qu'elle entend rester maîtresse dans ses usines, et qu'elle ait décidé des licenciements à Levallois et Aulnay.

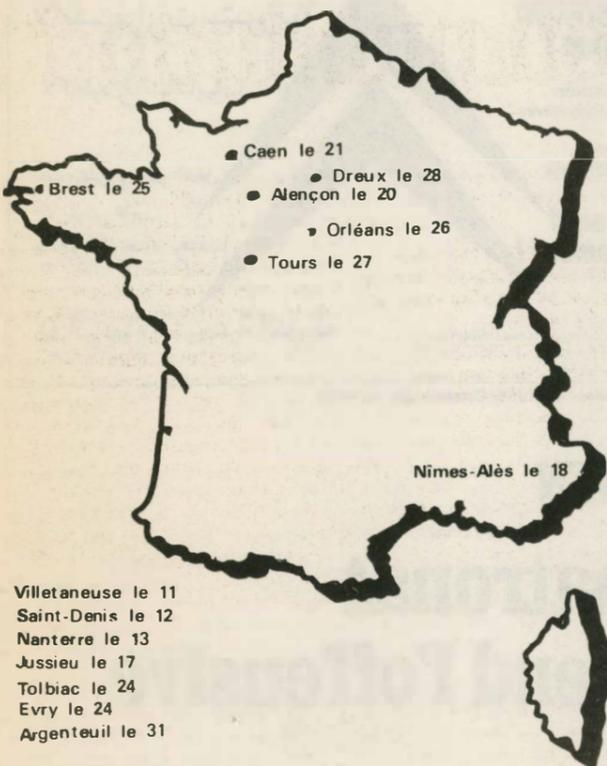
La déclaration d'Auroux — rejetant la responsabilité de la situation sur Citroën — qui avait autorisé le licenciement de Saihine à Levallois est survenue alors que les travailleurs de cette usine préparaient une manifestation massive devant le ministère du Travail. Sermoner la direction de Citroën ne sert pourtant à rien puisque les pouvoirs publics refusent de revenir sur l'autorisation du licenciement. Cette attitude gêne si peu le patronat que la direction d'Aulnay s'est permis de licencier un autre travailleur.

La mobilisation ouvrière à Aulnay a permis la réintégration du camarade licencié. Mais on ne peut s'empêcher de rapprocher cette réussite d'un fait moins glorieux : la direction du syndicat CGT accepte le travail gratuit pour soixante ouvriers pendant les fêtes pour « rattraper les retards de livraison ». Acceptation qui en dit long sur la fédération CGT de la métallurgie, qui est manifestement prête à beaucoup de compromis pour défendre « la marque aux chevrons », dans le cadre du « produire français ».

A Levallois, en revanche, les choses vont différemment. Le 23 décembre, un débrayage massif a eu lieu pour la réintégration de Saihine, passant outre les hésitations de la direction du syndicat CGT, les travailleurs ont fait rentrer l'ouvrier licencié dans l'usine, à 14 h 30. La maîtrise a réagi en coupant l'électricité pendant quatre heures. La grève s'est poursuivie après le rétablissement du courant, et ce en présence de Saihine, afin d'obtenir le paiement des heures de travail perdues à cause des provocations de la CSL.

L'action continuera certainement en janvier. Mais une question se pose : Aulnay et Levallois sont des usines équivalentes du point de vue de la politique patronale. La direction de la CGT a une préférence manifeste pour Aulnay. Est-elle prête à défendre sans arrière pensée le cas Saihine à Levallois, elle qui a obtenu la réintégration du camarade d'Aulnay ? A suivre...

Nos prochains meetings, en janvier, avec Alain Krivine



# LA LCR EN CAMPAGNE

## Trois meetings en Lorraine

### « Avec quelles forces agir...? »

• Au coeur des débats, la question du nouveau parti ouvrier à construire

Trois réunions publiques avec Alain Krivine, organisées par la fédération Lorraine de la LCR après plusieurs mois d'intervention régulière dans la sidérurgie. Chacune réunissait une quarantaine de participants, et permit d'approfondir les discussions entre militants ouvriers.

A Pompey, la discussion eut lieu surtout avec de jeunes travailleurs « en colère », comme ils se présentent eux-mêmes, et des militants ou sympathisants de Lutte ouvrière.

A Longwy, ce sont d'anciens militants du PCF qui donnèrent le ton à une discussion qui se prolongea jusqu'à minuit. Parmi eux Michel Olmi, ancien secrétaire de l'union locale CGT lors des luttes de 1979, et Marcel Donati, membre du PCF pendant vingt-cinq ans et participant aujourd'hui au collectif national de Rencontres communistes hebdo, publication où il fait paraître plusieurs

textes d'orientation, opposés à ceux d'H. Fiszbín.

« Je ne cacherais pas que je suis désorienté. Honnêtement, oui. Et cela se traduit par ma présence ici ce soir. » Et : « J'insiste : vous rendez-vous compte ce que cela signifie pour moi de discuter avec votre organisation ? »

S'il y avait un large accord sur l'analyse de la situation politique, une note un peu sceptique percevait cependant : « Avec quelles forces agir, dès lors que les grandes organisations sont dirigées comme elles le sont ? »

« ...En pratique, il ne nous reste plus qu'à chercher à faire ce qu'on peut sur le plan local dans les syndicats, et en nous coordonnant avec d'autres... »

« Et les municipales ? » L'un des militants communistes hors parti, dit qu'« il s'abstiendra sans doute,

faut d'autre chose », tandis qu'un autre pense que « pour la première fois peut-être, il votera quand même pour le PCF ».

« Voulez-vous donc vous contenter de l'action syndicale ? », demande Krivine. « Non ce n'est pas suffisant, mais nous ne savons pas comment aller plus loin pour le moment. » « Une expérience comme celle que nous avons vécue, ça brise quand même beaucoup d'énergie... »

Il ressortait pourtant d'une telle discussion un large accord entre les militants et sympathisants de la LCR, d'anciens militants du PS et du PCF, d'ex-militants maoïstes du PCR... pour agir en commun. Et il est sain qu'ensemble, publiquement, ils aient posé la question du nouveau parti ouvrier à construire.

## Souscription-municipales : c'est le moment !

### SOUSCRIPTION COLLECTÉE PAR LES CELLULES DE LA LCR

Paris 7 <sup>e</sup>	
Cellule éducation surveillée	475
Cellule CCP	200
Cellule Pitié-AP	450
Gare Montparnasse	5
Cellule Télécom. 15 <sup>e</sup> , pour des listes unitaires LO/LCR Jean	100
Une amie sympathisante, Geneviève	200
Cellule ORTF	200
Dominique, Villejuif	50
Alain, PTT	100
Les copains réunionnais	200
Stéphane, Roto	210
JF	10
Pour le socialisme	20
Cellule PTT-RP	110
Didier, Roto	100
Pierrot	250
Rosa	150
Cardine	100
Aljoscha	100
Vente aux puces Ouest	343
Robert, ancien voisin et toujours ami	50
Cellule Hachette	260
Cellule enseignante une retraitée 13 <sup>e</sup>	50
Jean, 13 <sup>e</sup>	50
Brigitte, 13 <sup>e</sup>	10
Cellule Sécu : Gérard, Georges, Anne Marie, Dominique, Paul, Monique, Philippe, Martine	800
PTT-Inter	300
Divers, secteur Est	518
Cellule Yon Sosa	720
SNCF-Austerlitz	300
Etudiants CHU-Pitié	200
EDF/GDF	150
Cellule HLM	1 000
Monick, éducation surveillée	100
Dominique, éducation surveillée	50
Cellule Sécu	100
Militant Compagnie bancaire BM, PTT-RP	100
Pour le socialisme à l'échelle planétaire, SJ, PTT	10
JPL, PTT-RP	10
anonyme, PTT RP	50
MS, pour la révolution, PTT RP	20
PG PTT Mink	10
Anonyme de la Samar	20
Jean Jacques, Samar	30
Banque de France	450
Ministère des Transports	500
Les petits pois sont rouges, Tintin	30

Valérie, ressuscitée des morts de Sciences-Po

Isabelle, de gré ou de force imprimée

Mercredi 30 juin, 16 heures, un chat adopte Michel

Antonelle : et schlac, les clash paient cash

Casse-tête trotskyste : l'eau crée la rouille

En attendant les brasiers de la révolution, Fabrice Pierre

Militants et sympathisants, CIC-Paris

Canaille, Agenot, Pierrot et Jeannot, SG-Paris

Finances-Paris

Ex-Marchive

Militant CGT-Compagnie bancaire

Militant CGT-Paribas

Deux militants CGT Mutuelle

Pour la réunification du Pays Basque, Hélène

Affaires sociales, paris

CAF-Paris

Hugues, Ste-Anne

Morgan, Ste-Anne

Maxime Ste-Anne

Benjamin Ste-Anne

PTT-Brune

Fédération 91

Sneema, Alain

Fédération 92

Thomson Genevilliers

Un groupe de travailleurs

Gisele

Bidochons

Charles

Marcel

Levallois

Nicole, Locatel

Enseignants Genevilliers

Brigitte

Christiane

Laurenta

Isabelle

Courbevoie

Patrice

Annie

JJ

JR Erwin SOPAD

Fofo

Asnières

Catherine, Chaussou

Daniel, EDF

</

## EGALITE PROFESSIONNELLE

## ► Les « nanties » de la fonction publique ?



DANS le secteur public et nationalisé, la loi sur l'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes, dont nous avons analysé le contenu et la portée à plusieurs reprises dans *Rouge* (n° 1037 et n° 1038 des 5 et 12 novembre) ne s'appliquera pas. Mais au cours du débat parlementaire sur le projet de loi Roudy, ainsi que dans la presse, il a souvent été évoqué l'« exemplarité » du secteur public en matière d'égalité professionnelle, et le PS et le PC ne sont pas aujourd'hui sans afficher une certaine fierté sur les avancées qui auraient été faites contre les discriminations sexistes à l'égard des salariées de l'Etat. La fonction publique est-elle réellement un îlot d'antisexisme ? On peut en juger au vu des données très officielles de l'INSEE (1).

Le principe d'égalité dans le statut de la fonction publique était jusqu'en 1982 assorti de la restriction suivante (article 7 du statut) : « Des mesures exceptionnelles peuvent déroger à l'égalité entre les sexes à condition qu'elles soient incluses dans les statuts particuliers et commandées par la nature des fonctions. »

## Une égalité, en principe

Depuis la loi du 7 mai 1982, il est désormais précisé qu'« aucune distinction n'est faite entre les hommes et les femmes »... sous réserve des dispositions d'un nouvel article 18 bis énonçant que dans « certains corps dont la liste est établie par décret en Conseil d'Etat, des recrutements distincts pourront être organisés si l'appartenance à l'un ou l'autre sexe constitue une condition déterminante pour l'exercice des fonctions ».

Comme disait le *Canard enchaîné*, à ce propos : « trouvez la différence »...

La fonction publique ne cesse de se féminiser depuis plusieurs années et aujourd'hui un agent de l'Etat sur deux est une femme.

1 Mais, première constatation de l'INSEE, les femmes sont en masse dans les basses catégories et « quel que soit le type d'emploi, la présence des femmes est d'autant plus faible que l'on monte dans la hiérarchie ». Ainsi, 70 % des agents de catégorie D (la plus basse de la fonction publique) sont des femmes. Si elles sont 59 % en catégorie B, elles ne sont plus que 42 % dans la catégorie A (cadres) et finalement 8 % des administrateurs et 6,2 % des directeurs...

On assiste ainsi à un écart moyen de 16 % entre les salaires des hommes et des femmes (il était de 13 % en 1975...). Par ailleurs, cet écart augmente au fur et à mesure que l'on monte dans la hiérarchie : il passe à 20 % pour les cadres administratifs et à 31 % pour les ingénieurs de niveau grandes écoles.

De plus, la discrimination salariale dans la fonction publique ne se réduit pas à cette question : les primes représentent 4 % du traitement des personnels de catégorie D — en grande majorité des femmes — et plus de 20 % du traitement des personnels de direction, en grande majorité des hommes...

2 Autre résultat de l'enquête INSEE : dans le secteur public comme ailleurs, la spécialisation des tâches par sexe reste la règle.

Si les emplois de bureau sont très féminisés, dans les fonctions techniques, la part des hommes est prédominante. Ainsi, parmi les corps

techniques de catégorie A (ingénieurs par exemple), on compte moins de 10 % de femmes.

Enfin l'exemple de l'enseignement, secteur globalement très féminin, n'est pas moins révélateur : si les trois quarts des instituteurs sont des femmes, elles ne sont plus que 50 % des professeurs agrégés. Et quand on arrive à l'enseignement supérieur, le mâle est roi : les femmes ne sont que 29 % des assistants... et 8 % des professeurs d'université ! Bref, quand il s'agit de s'occuper de petits enfants on recherche la « mère » et la fonction et le salaire sont dévalorisés, mais les « têtes pensantes » bien rémunérées restent les hommes. Voilà qui donne une idée de l'« égalitarisme » et des moyens réels qui sont donnés aux femmes en matière de formation et de promotion interne !

3 Reste un autre aspect de l'inégalité existant entre hommes et femmes : dans la fonction publique aussi, les emplois précaires sont réservés aux femmes, dans les faits.

Si les femmes représentent 48 % du personnel titulaire, elles sont 54,5 % des non-titulaires.

Enfin, le développement du travail à temps partiel, favorisé par les ordonnances prises par le gouvernement en mars 1982, accentue encore la marginalisation du travail féminin dans le secteur public.

Concentrés essentiellement dans l'Education nationale, les PTT, et les ministères de l'Economie et du Budget, les emplois à temps partiel sont occupés à 95 % par des femmes.

Alors, emplois au rabais, tâches d'exécution et bas salaires à la clef pour les femmes... Voilà qui ressemble fort à ce qu'il est convenu d'appeler une situation discriminatoire !

D. L.

## ► Une réelle « exemplarité »

EN premier lieu, rien ne justifie qu'il soit encore possible de déroger au principe d'égalité. Mais il est bien évident que, quels que soient les textes, le décalage entre les principes énoncés et la réalité est énorme.

Une raison essentielle à cela : quand il y a double journée de travail pour les femmes, non-partage des tâches ménagères et absence d'équipement collectifs, le droit à l'emploi pour les femmes ne peut exister véritablement.

• Pour qu'il y ait égalité professionnelle, il faut en premier lieu reconsidérer la politique de formation. En ce qui concerne la formation initiale, un réel choix des filières doit être proposé aux filles. On sait, par exemple, qu'aujourd'hui, en LEP, 83 % des filles sont dans des filières du tertiaire et la moitié suit une formation de sténo-dactylo. Ce sont elles que l'on retrouve dans les basses catégories de la fonction publique, et il n'y a là aucune « fatalité naturelle ». Quant à la formation interne, là aussi vouloir l'égalité nécessite de vaincre les obstacles spécifiques que rencontrent les femmes. Car comment préparer des concours, quand, après le travail, il faut encore s'occuper des enfants, faire les courses, le repas, le ménage ? Pour que la formation s'adresse aux femmes, il faut d'abord qu'elle soit prise sur le temps de travail.

• La promotion des femmes, pour exister, doit également tenir compte de leur situation réelle. Aujourd'hui, les critères pour les promotions au « choix », a priori neutres, pénalisent les femmes, soupçonnées d'« absentéisme » par les chefs de service, en raison des maternités, des jours

d'absence pour garder les enfants malades, sans parler de celles qui travaillent à temps partiel.

• Une politique qui viserait à permettre effectivement l'égalité professionnelle entre hommes et femmes ne peut que conduire à la revalorisation des métiers exercés par les femmes, car dans la fonction publique, comme dans le privé, tous les métiers qui se sont féminisés ont parallèlement été dévalorisés. Rien ne justifie, par exemple, l'écart existant entre le salaire d'une institutrice

et celui d'un professeur de lycée, si la prise en compte de la qualification nécessaire s'ajoutait à la reconnaissance des diplômes requis. Pour les emplois cantonnés dans le bas de la hiérarchie, leur revalorisation passe notamment par la suppression de la catégorie D, la refonte des grilles des salaires et le déroulement automatique des carrières. Contre les inégalités produites par le système actuel des primes « à la tête du client », une autre politique est possible, passant par l'intégration d'une

prime égale pour tous dans le salaire.

Le gouvernement sait sans aucun doute que l'antisexisme dans la fonction publique, pour être une réalité, suppose que des mesures soient prises, dès maintenant :

— une politique salariale garantissant le maintien du pouvoir d'achat pour tous et des mesures de revalorisation des bas salaires ;  
— la titularisation dans de bonnes conditions et sans perte de salaire de tous les non-titulaires ;

— la diminution du temps de travail pour tous ;

— l'abrogation des ordonnances sur le temps partiel.

L'« exemplarité » dont se targuent A. Le Pors et le gouvernement est à ce prix-là ; et les discours sur une prétendue égalité professionnelle, aujourd'hui dans la fonction publique, restent, sinon, de la poudre aux yeux.

Danièle Lacoste

## Un débat qui n'a pas eu lieu

DU côté des femmes », tel était l'objectif du Colloque sur la contraception organisé par le Mouvement français pour le planning familial les 18 et 19 décembre derniers.

Faire le point sur les techniques contraceptives, sur les nouvelles méthodes, mais aussi « connaître et faire savoir ce que les femmes pensent de la contraception, la manière dont elles la vivent, et ce qu'elles souhaitent pour l'avenir », c'est ce qui était proposé aux six cents à sept cents personnes, des femmes surtout, lors des six tables rondes annoncées.

A l'ouverture du colloque, une des organisatrices rendait publics les résultats d'une enquête faite par le MFPF auprès des femmes. On apprenait ainsi que pour la

plupart d'entre elles (40%), la contraception est vécue comme un moyen d'accéder à une vie sexuelle plus harmonieuse, et non pas seulement comme un moyen technique permettant de ne plus être enceinte (27%) ou de planifier les naissances (25%).

Le débat était en partie posé. Car la contraception soulève à travers la question de la sexualité des problèmes plus larges : le rapport à son corps et la lutte contre le pouvoir médical, les rapports entre hommes et femmes, et la place des femmes dans la société autrement que comme mère ou objet sexuel.

Mais à aucun moment un débat réel n'a pu s'engager dans la salle. Le temps n'était pas prévu !

Pourtant la présence de militantes du mouvement des femmes du Québec, de féministes italiennes ou encore de féministes de Genève, qui relataient une expérience de prise en charge d'un centre de santé-contraception par les femmes elles-mêmes, était une occasion à saisir.

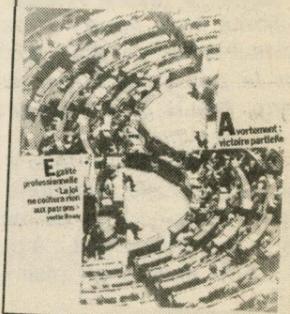
Et s'il était positif qu'un certain nombre de médecins soient venus exposer leurs théories ou l'état de leurs recherches, comme le professeur Beaulieu avec la nouvelle pilule RU 486, la parole des femmes avait peu d'espace pour s'exprimer. C'est seulement dans ce cadre que l'idée d'une confrontation avec le pouvoir médical aurait pris tout son sens.

S. F.

1. Source : enquête INSEE sur les agents de l'Etat, dans « Economie et statistiques », n° 146, juillet 1982.

## Vient de paraître

cahiers du féminisme N° 22 12F  
Déc. 82 / Janvier 83



# Les nationalisations ne les travailleurs et

• Avec 97% des banques et du crédit, 25% des effectifs de l'industrie, 4 millions de salariés, 56% des investissements industriels, le secteur nationalisé peut et doit être une arme contre la crise capitaliste

**U**NE étroite dépendance est maintenue à l'égard de la crise capitaliste malgré les nationalisations, telle est la donnée de base présente dans tous les projets et dans tous les commentaires économiques gouvernementaux à l'orée de 1983.

Ce type de réflexion, pourtant, est en totale contradiction avec « l'exposé des motifs » présentant, le 20 avril dernier, le projet de loi de nationalisation : « Le peuple français, les 10 mai et 21 juin 1981, a manifesté avec éclat sa volonté de ne pas subir passivement les effets d'une crise qui se prolonge et s'aggrave. »

Une telle situation, aujourd'hui, permet même une contre-attaque des cercles patronaux, accusant la majorité PS-PC : « Force est malheureusement [ah, la belle hypocrisie ! NDLR] d'ajouter que l'industrie française subit un handicap supplémentaire avec la politique d'un gouvernement qui entend élaborer une stratégie industrielle sans en avoir la compétence, et un nouvel ordre social sans en avoir les moyens. » (L'Expansion du 26 novembre.)

La droite a déjà enfourché ce cheval, Giscard et Chirac annonçant — chacun dans son registre — de futures « dénationalisations ».

## Les mains liées

Cependant, tirant la leçon de ces premiers mois du nouveau secteur nationalisé, des réflexions se sont fait jour, dans les partis de la majorité eux-mêmes, qui sont autant de faibles échos de nos propres analyses. Le PCF laisse entendre qu'il faudrait être prêt à réaliser de nouvelles nationalisations si le besoin s'en fait sentir. Et, dans le PS, des voix s'élèvent aussi, dont le dernier « colloque » des 11 et 12 décembre dernier était, partiellement, la traduction déformée.

Bon nombre de travailleurs, de militants du PS et du PC, en effet, se reconnaissent dans des réflexions comme celles que la fédération socialiste de Loire-Atlantique a diffusées, par tract, au mois de novembre.

« Il n'est plus possible, disait ce texte, de se faire quelque illusion sur la neutralité des forces technocratiques, qui sont à la charnière de notre économie nationale. (...) L'autonomie de gestion des entreprises nationalisées, à laquelle le gouvernement s'est engagé, (...) est-elle un principe acceptable aussi longtemps qu'aucun des moyens de contrôler l'orientation de ces entreprises n'a été mis en place ?

« Une reprise en main des entreprises nationales ayant ainsi dévié s'impose dans les plus brefs délais. (...) Tout ce que les forces populaires comptent d'associations démocratiques — partis de gauche, organisations de masse des travailleurs — doivent s'unir pour détruire les citadelles de l'ancien régime. »

## Devant les citadelles de l'ancien régime

Les trois exemples que nous présentons dans ce numéro de Rouge sont parlants. Que ce soit dans le secteur de l'informatique, dans la sidérurgie ou dans la construction navale, les faits sont là : ce sont les patrons, aujourd'hui comme hier, qui font la loi.

Ce n'est pas, en fait, un hasard si, dans le numéro de l'Expansion déjà cité, Etienne Davignon, dirigeant des projets industriels de l'Europe des Dix, peut adresser des louanges à Michel Rocard, ministre du Plan de l'actuelle majorité. Non, nous ne pouvons pas faire nôtre cette affirmation selon laquelle « Michel Rocard a dit une chose qui est le bon sens même en affirmant [comme Raymond Barre, NDLR] qu'on ne peut distribuer une richesse qui n'est pas produite ».

Notre définition de la « richesse produite » n'est pas la même que celle commune à Rocard et Davignon : eux ne jugent qu'en termes de rentabilité capitaliste ; nous avons de tout autres critères, à partir des besoins des travailleurs et de la priorité au plein emploi.

P.R.

Selon l'OCDE (1), l'année 1983 devrait être marquée par une forte progression du chômage, malgré « une légère reprise ». En France même, c'est près de 10% de la population active qui devrait être privée d'emploi, ce pourcentage étant dépassé pour les USA, celui de la RFA arrivant aux 8,5%.

Quant à une hypothétique « croissance du produit national brut » qui atteignait 1,5% en France en 1982, elle culminerait à 0,5% pour l'année 1983. Au total, cela se résume en deux chiffres : 35 millions de chômeurs pour l'ensemble des 24 pays de l'OCDE, dont 19,5 millions pour la seule Europe, qui devrait ainsi compter deux millions de chômeurs supplémentaires.

Derrière ces informations, une somme de souffrances, dont chacun voulait se débarrasser en chassant Giscard. Mais aussi une majorité PS-PC qui affirme aujourd'hui qu'« on ne peut pas faire grand-chose de bien dans un mauvais environnement ».

**R**ESPONSABLE pour le PS de la question des nationalisations, Michel Charzat a récemment rappelé l'idéologie officielle de la majorité : « Le secteur nationalisé est un outil au service d'une stratégie économique (colloque des 11 et 12 décembre). »

Un outil combien choyé par le gouvernement... N'est-ce pas extraordinaire de voir qu'en 1982, il a été fourni 5,4 milliards de francs de fonds publics pour les entreprises nouvellement nationalisées ? Alors qu'elles n'en avaient reçu que 1,67 de la part de leur divers actionnaires durant les cinq années précédentes (de 1976 à 1981) ; rappelons d'ailleurs que, dans le même temps, ces actionnaires ont touché les milliards de l'indemnisation alors qu'ils s'étaient mis dans les poches 4,5 milliards de 1976 à 1981... (1 % de la population française possède 47 % des actions !)

Quant aux investissements publics, complémentaires de ces « prises de participation », ils se sont montés à 17,9 milliards en 1982 et il s'y additionnera une enveloppe de

27 milliards pour 1983...

## L'entreprise et le plan

Pour justifier une telle masse de dépenses, les dirigeants du PS expliquent qu'« une convergence objective doit progressivement s'établir entre les intérêts de l'entreprise et ceux de la communauté nationale ».

Présentant un rapport sur cette question, Daniel Chollet argumentait, lors du colloque des 11 et 12 décembre, sur le fond : « De ce fait, disait-il, une des données fondamentales qui modèlent la stratégie syndicale est modifiée dans un sens positif. » Cela se traduirait, selon lui — dans un sens souhaité par la direction de la confédération CFDT —, par un dépassement de « l'image du patronat du XIX<sup>e</sup> siècle » : les travailleurs définiraient les objectifs de production, et en même temps auraient les moyens de transformer leur sort sur leurs lieux de production. Idyllique dépassement de la lutte des classes !

Grâce à cela, on le voit déjà d'ici, la moitié des dépenses de l'usine ac-

tuelle — que représente le gaspillage ou le contrôle sur les ouvriers et divers employés subalternes — serait économisée. A la place de la réticence à travailler, il serait découvert « une mine de productivité » par l'adhésion des travailleurs à leurs entreprises...

## Le plan et les « managers »

Cependant, il est rapidement précisé « la nécessaire confidentialité, (...) obstacle réel à un élargissement du processus de décision ». Pourquoi donc ? « A cause de la concurrence », parbleu !

Comme si « la confidentialité » en question empêchait les principaux dirigeants du CNPF de savoir parfaitement tous les problèmes essentiels de la stratégie industrielle et financière des grands groupes... Et comme si la maîtrise de ces informations par les « managers » — les mêmes que sous Giscard — était un gage de la « démocratie » ou de « l'efficacité » dont se réclament les dirigeants de la majorité !

L'une des meilleures preuves de telles contradictions tient en cette information : savez-vous que nous en sommes à mi-parcours des procédures d'élaboration du 9<sup>e</sup> plan, qui doit définir l'avenir industriel de notre pays pour les quatre années qui viennent ?

La réponse est malheureusement évidente : aucun travailleur n'a eu l'occasion de dire son mot sur ce qui modèle et modèlera son avenir. Et la totalité de cette opération est menée sous le couvert du « changement » et de la « démocratie industrielle »...

## Pour le fric ou pour les travailleurs

En réalité, contrainte et forcée, Martine Bulard a dû poser le vrai problème, dans l'Humanité du 23 décembre : « Nous pouvons, dit-elle, accroître les richesses produites dans notre pays et dans les entreprises si nous travaillons à réduire d'arrache-pied les gâchis matériels et financiers (...). Nous avons des outils nouveaux — les nationalisations de grands groupes industriels et du secteur bancaire —... autant d'atouts pour battre en brèche la dictature de la gestion patronale et les pressions internationales. »

Mais elle n'en tire aucune conclusion. Car pour elle, il faut rompre avec la logique et les intérêts capitalistes, il faut donner le pouvoir, à tous les niveaux, aux travailleurs. Pour ne pas subir les conséquences de la logique capitaliste, il faut en effet rompre avec cette logique (1). Et dans ce cas, à l'inverse de ce que propose le gouvernement, PS et PC confondus, l'idéal n'est pas d'« avoir une entreprise France dans le peloton de tête de la compétition internationale », comme le dit Michel Charzat. A moins qu'elles soient une rupture avec les intérêts capitalistes, les nationalisations ne peuvent pas servir les travailleurs, ni pour défendre l'emploi, ni pour transformer la logique de la production.

Pierre Rème



1. Voir, dans le n° 15 de « Critique communiste » l'article de Ch.-A. Udry : « Crise du capitalisme et solutions ouvrières. »

# peuvent servir à la fois les patrons

## Un 1<sup>er</sup> exemple : l'informatique

**M**ETTRE l'informatique au service des travailleurs, développer une politique industrielle cohérente, assurer la maîtrise des réseaux d'information, maîtriser les conséquences sur l'emploi ; maîtriser les technologies de base grâce à des nationalisations indispensables, promouvoir la réflexion sur « *quelle informatique pour quel socialisme ?* », abandonner la politique giscardienne des « créniaux » pour celle de la « filière informatique » (dans le cadre plus vaste de la filière électronique), voilà quels étaient les objectifs que se fixait le Parti socialiste (1).

### Des promesses...

Au cœur de ce dispositif, la nationalisation de CII-Honeywell-Bull et des grands trusts de l'électronique. Qu'est-il advenu de ces projets ? Loin d'afficher une ferme volonté de nationaliser CII-HB, le gouvernement s'est engagé dans une interminable négociation secrète avec le groupe américain HIS (Honeywell-Informatic-System), actionnaire de CII-HB, pour conclure au bout d'un an des accords — secrets eux aussi — qui, s'ils secouent en partie la dépendance juridique vis-à-vis de la multinationale américaine, consacrent son maintien dans le capital (la part de HIS passe de 47 % à 20 %). L'opération aura quand même coûté un milliard aux contribuables. Or, ce maintien, comme on s'en doute, n'est pas symbolique. Il aura des conséquences pour CII-HB : on a beaucoup parlé d'une lettre adressée par le ministre de l'Industrie aux actionnaires américains pour leur confirmer que CII-HB continuera à être géré selon « *les règles des entreprises concurrentielles...* »

### ... à la réalité

La même démarche s'est appli-

quée au reste du secteur : ainsi, malgré la nationalisation de CGE et de Saint-Gobain, les nationalisations partielles de Thomson et Matra, le rachat de deux filiales françaises d'ITT (LTC et CGCT) et la prise de contrôle de CII-HB par l'Etat, force est de constater que l'on est loin de la « *maîtrise de la filière électronique* ».

Selon un rapport rédigé à la demande de Jean-Pierre Chevènement, l'Etat en contrôle 49 %. A l'inverse, c'est donc la moitié de la filière qui est aux mains du capital privé, français ou étranger (2).

Pire, cette filière est en réalité morcelée par la présence du capital privé à tous les niveaux. Dans ces conditions, il y a gros à parier que ce sont les stratégies industrielles privées qui vont s'imposer, d'autant que l'objectif aujourd'hui affirmé est « *la compétitivité* » sur le marché mondial, sans référence aucune à la planification. D'ailleurs, au sein même des entreprises publiques du secteur — CII-HB notamment — des opérations de filialisation sont en cours qui pourront permettre la rentrée de nouveaux capitaux privés dans les activités les plus juteuses. On retrouverait donc le principe bien connu : investissements publics coûteux et profits privés.

### Sortie capitaliste de la crise ou satisfaction des besoins ?

Quant à la volonté de « *mettre l'informatique au service des travailleurs* », elle a cédé le pas à un impératif tout différent : aider la bourgeoisie française à sortir de la crise dans le meilleur état possible par rapport à ses concurrentes.

Ainsi J.-M. Lorenzi, responsable de la filière électronique au cabinet



de Chevènement, n'hésite pas à écrire : « *Des milliers d'emplois vont être supprimés, modifiés, adaptés. Des milliers de salariés vont changer de qualification, de secteur, de région (...). La sortie de la crise sera douloureuse, payée par d'innombrables transformations d'emplois, d'une mobilité forcée de secteur à secteur, accrue de la diminution de l'offre globale de travail (...). La sortie de la crise fera vraisemblablement plus de victimes qu'elle n'en a produit jusqu'ici.* » Dans ces conditions, plus question d'associer les salariés au débat sur la finalité des produits ! La seule finalité, c'est « *la compétitivité* » et le seul exemple, c'est « *le modèle japonais* » !

A l'évidence, ceci va à l'inverse d'une démarche socialiste authentique : les techniques liées au traitement de l'information (informatique, robotique, télématique, bureautique) constituent un enjeu majeur.

Ou bien leur développement con-

tinue à se faire sur la lancée actuelle, et ce sont les travailleurs qui vont payer cette tentative de sortie de crise par le chômage, la dégradation des conditions de travail, les troubles visuels et psychiques, l'amenuisement des libertés dans et hors l'entreprise. C'est la voie qu'emprunte actuellement une « *industrie compétitive sur le marché mondial* », c'est une industrie dont les produits sont définis par les besoins capitalistes.

A l'inverse, il est possible que les travailleurs se saisissent de cette technologie pour la modifier en profondeur et l'utiliser pour économiser le temps de travail (c'est-à-dire leur peine) et satisfaire les besoins sociaux.

Cela implique une connaissance de ces besoins, donc un vaste débat démocratique, aussi bien dans les entreprises d'informatique qu'au sein des entreprises utilisatrices. Qui mieux que les travailleurs peut définir les outils et les systèmes infor-

matiques qui leur seront utiles ? Qui, mieux qu'eux, peut fixer les rythmes de l'informatisation et les garanties nécessaires ?

Pour pouvoir trancher, élaborer un plan démocratique, il faut mettre tous les dossiers sur la table et en finir avec le secret, la confidentialité, la religion des experts, et l'impératif absolu de « *la compétitivité* ».

Si c'est pour faire, en tricolore et en plus coûteux, les mêmes produits qu'IBM ou Hitachi, avec les mêmes conséquences sociales et culturelles, alors à quoi bon avoir — partiellement — nationalisé ?

François Duval

1. Il s'agit des têtes de chapitres du livre-programme du PS « *Socialisme et informatique* », publié par le Club socialiste du livre.

2. Notons au passage que la position hégémonique d'IBM n'a en rien été entamée. Qu'il est loin, le temps où la FTM-CGT insistait sur la nécessité absolue de nationaliser IBM-France.

## Un 2<sup>e</sup> exemple :

# la sidérurgie amputée de moitié

**A** l'opposé de toutes les récentes promesses du gouvernement, les 12 000 suppressions d'emplois décidées en septembre dernier ne seront pas le remède propre à « *assurer une sidérurgie française moderne et compétitive* » : « *Une nouvelle révision profonde du plan acier est en préparation à Bruxelles* » (l'Usine nouvelle du 16 décembre).

Alors que Pierre Joxe, éphémère ministre de l'Industrie, avait signé en juin 1981 « *l'accord des Dix* » organisant une massive diminution des capacités de production, il faut s'attendre à bien pire : il fallait ramener le nombre des sidérurgistes français de 97 000 (chiffre de 1981) à 80 000 environ en 1986 ; aujourd'hui, il s'agit d'atteindre « *un effectif souhaitable de 40 000 à 50 000 personnes* » (l'Usine nouvelle).

### Un autre avenir...

Quant aux capacités de production — aujourd'hui de 29 millions de tonnes — il était question de les ramener à 24 millions de tonnes. Il est en préparation une baisse allant jus-

qu'à 17 millions de tonnes. Voire ! Les grands groupes d'affaires internationaux ne parlent-ils pas de 14 millions de tonnes, c'est-à-dire à peine la moitié de ce qui pourrait être produit en ce moment ?

Les mêmes mesures sont « *à l'étude* » dans tous les pays d'Europe. Avec un seul critère : « *ne pas produire trop* » pour « *avoir des prix rentables* ». En effet, tous les projets d'équipements collectifs, de rénovation des logements, sont remis en cause par le patronat, qui tient à concentrer ses investissements sur d'autres « *créniaux porteurs* ».

Comment accepter cela ? Officiellement, le gouvernement ne déclare-t-il pas que les nationalisations « *sont un point d'appui décisif pour avancer dans la voie de la démocratie économique* » (Jean Le Garrec, ministre de l'Emploi, dans la revue *Après demain* d'octobre 1982).

Si ces mots ont un sens, ils signifient que ce ne sont pas les puissances d'argent qui doivent définir l'avenir des industries et des hommes, mais « *les besoins définis démocratiquement* ». Cela, bien sûr, demande de ne pas respecter le

pouvoir de messieurs les capitalistes, alors que le gouvernement, lui, s'y engage en donnant au secteur nationalisé la « *directive* » de « *se comporter selon les règles traditionnelles de la compétitivité* » (« *lettre de mission* » envoyée par Pierre Dreyfus aux nouveaux P-DG).

Cette contradiction, dans le cas de la sidérurgie, est particulièrement évidente : le PS et le PC ne se sont pas engagés, lors des luttes de 1979, à maintenir tous les emplois dans ce secteur : au nom, justement des besoins en équipements non satisfaits du temps de Giscard, au nom de la garantie de l'emploi.

Ils ont voulu, en septembre dernier, prêcher le « *réalisme* » devant la crise. On en voit aujourd'hui toutes les conséquences : à moins de fixer de nouveaux objectifs à la production sidérurgique, les critères capitalistes feront passer ce secteur au laminoir.

P. R.

\* Lire aussi, dans « *Critique communiste* » n° 10 (juin 1982) : « *Le gouvernement applique la restructuration patronale.* »

MAIS SI, LE PATRONAT ÉVOLUE !



« *Le Canard enchaîné* » (30.09.81).

## NATIONALISATIONS

Un 3<sup>e</sup> exemple : la navale

## « L'avenir de la navale, sa survie même, dépendent des luttes ouvrières »

## • Interview de la section CGT de Dubigeon à Nantes

Peut-être la nouvelle année apportera-t-elle des précisions sur le sort des travailleurs de Dubigeon à Nantes, actuellement 1 700. Le projet de « solution industrielle existe », leur a-t-il été dit au conseil d'administration tenu le 22 décembre. Sans autre précision. Officiellement, on en reste à l'idée de la fusion avec Alsthom-Atlantique, donc au passage dans le secteur nationalisé.

Mais cela risque fort, de l'avis des militants syndicaux, de ne rien régler : ils ne veulent pas entendre parler d'une réduction d'effectifs avec un regroupement des bureaux d'études à Saint-Nazaire, car cette « solution » signifie, en pratique, le démantèlement et la suppression de 1 000 emplois plus ou moins rapidement.

Face à ces incertitudes, le front syndical CFDT-CGT-CGC a été réaffirmé : pour le maintien des emplois et de la navale à Nantes (« Rouge » n° 1041 du 3 décembre).

Après discussion de leur section syndicale, une dizaine de délégués CGT ont décidé de donner une interview à « Rouge », et nous reproduisons ici une petite partie d'une discussion d'une heure et demie.

## • Quels sont les traits essentiels de la situation de la navale ?

— L'existence même de l'entreprise, aujourd'hui, est le résultat des luttes passées : sans l'action des travailleurs, il n'y aurait plus depuis plusieurs années de construction navale à Nantes.

— Il ne faut pas oublier, même s'ils ont l'air d'avoir une autre orientation actuellement, que le PS et la CFDT acceptaient en 1977 les arguments du plan Davignon pour la navale.

Sous les prétextes de « surcapacités de production », de « non-compétitivité » et de « division internationale du travail », il s'agissait, en 1977, de démanteler la navale comme la sidérurgie.

Quand nous rejetions ces arguments, nous nous faisons traiter de « xénophobes ». Nous affirmions en effet, nous, une autre analyse de la situation : compte tenu des transports maritimes, des perspectives de leur développement et de la nécessité d'assurer l'indépendance économique de notre pays, il n'y avait pas, il n'y a pas de « surcapacité » de production dans notre branche.

— Cette question n'a rien de théorique. Car le patron, lui, fait aujourd'hui ressortir que le plan de charge de Dubigeon ne correspond qu'à 50 % des effectifs.

## • Autrement dit, selon vous, l'analyse de la crise capitaliste en cours est indispensable à la définition des objectifs de lutte ?

— Bien sûr ! Parce qu'en un sens il y a une réelle surproduction, dans le cadre de la crise et du marché capitaliste.

Mais, devons-nous accepter la division du travail telle qu'elle est faite

par les capitalistes ? Notre réponse est non.

Nous avons à remettre en cause leurs décisions, en fonction d'une autre logique. Sur des bases de classe.

Par exemple, c'est grâce à nos luttes que les coupes claires décidées dans la navale ont été limitées : en 1977, les effectifs ont été réduits de 24 % en France et en Italie ; mais ils l'ont été de 45 % au Japon, de 43 % en RFA, de 42 % en Angleterre.

Un autre exemple, la division du travail. Pourquoi accepter que le chantier Dubigeon, le nôtre, soit spécialiste du car-ferry alors qu'il pourrait produire une gamme bien plus large, dont les bateaux de dragage et ceux pour l'assistance des pêcheurs en mer ? Pourquoi accepter que tous les bateaux de dragage soient faits par les Hollandais ?

Les patrons spécialisent leurs investissements, dévitalisent les bureaux d'études de Dubigeon en fonction de leurs choix et de leurs « accords croisés de production ». Tout cela n'a rien à voir avec le point de vue des travailleurs.

Quand nous avons dit qu'il fallait définir l'avenir de la navale en fonction des « besoins nationaux », nous ne voulions pas non plus nous enfermer dans l'hexagone ; nous pensions bien qu'en nous défendant contre les projets Davignon il fallait chercher des contacts avec les syndicats des autres pays.

Nous avons toujours défendu ces points de vue et nous nous félicitons, d'ailleurs, que la CFDT ait évolué par rapport à ses positions de 1977. Il est très positif que nous soyons d'accord, maintenant, pour exiger le maintien de la navale à Nantes, en remettant en cause les projets patronaux de reconversion.

## « Les patrons prennent le gouvernement pour une vache à lait. »

• A vous entendre, le changement de majorité, il y a dix-huit mois, n'a pas entraîné un grand changement dans la politique économique.

— Il y a bien sûr quelques différences. Par exemple, le ministre de la Mer cherche à savoir où passent

les fonds publics versés pour l'aide à la navale. Mais les patrons font du chantage à la fermeture des chantiers. Et personne, pour finir, ne sait vraiment où passe l'argent.

Les patrons prennent le gouvernement pour une vache à lait. Nous subissons ainsi le choix du PS, qui a refusé de nationaliser la navale. Le

chantage patronal, du coup, peut marcher à plein : une aide de 1,4 million de nouveaux francs a été accordée à la navale pour les quatre ans qui viennent... alors que la moitié reste dans le privé... Plus 500 millions « d'aide à l'investissement ».

— Pourtant la nationalisation était parfaitement justifiée. A cause de l'importance économique du secteur : il faut savoir, par exemple, que le car-ferry Scandinavia représente une grosse entrée de devises.

Mais aussi à cause du niveau des aides apportées depuis des années : les subventions gouvernementales, depuis 1975, sont équivalentes aux salaires de l'année, soit à peu près 25 % du prix des navires.

## • Il aurait été logique de déclarer que la navale était « nationalisée de fait », comme il a été fait pour la sidérurgie...

— Exactement. Mais nous subissons le rapport des forces de mai-juin 1981 : nos idées ont été battues et celles du PS ont eu la majorité. Maintenant, il faut faire avec. Mais nous avons pour nous de ne pas avoir caché la vérité.

## • Tu fais comme si le vote de 1981 était un vote sur les programmes politiques. Nous pensons que c'était plutôt un vote contre Giscard et pour ne pas subir la crise. Ceux qui paraissent les plus unitaires en ont tiré profit électoralement... Mais crois-tu vraiment que les travailleurs aient voté pour la politique qui se fait actuellement ?

— Non. Et nous l'avons écrit dans le tract intersyndical CGT-CFDT-CGC : « Il est grand temps que le gouvernement intervienne directement face à une direction qui n'expédie plus que les affaires courantes. C'est l'État qui permet, grâce à son aide financière, le maintien de l'entreprise ; cela lui donne le droit et le devoir de contrôler très sérieusement la manière dont elle est utilisée. »

— Oui, nous avons ainsi manifesté le lundi 22 devant la préfecture, « parce que le préfet est le représentant local du gouvernement ». Mais je regrette qu'on ne soit pas aussi allé à la chambre patronale : il ne faut pas accepter que les patrons se cachent derrière le gouvernement alors qu'ils sont toujours les maîtres.

## • Cette manifestation, par le nombre des participants, a été d'ailleurs tout à fait remarquable...

— Nous étions au moins 1 500 sur 1 700 salariés. C'est bien sûr très bien, et ça crée un rapport de forces, tout à fait indispensable pour que la reprise par Alsthom-Atlantique, si elle se fait, ne soit pas un nouveau démantèlement.

— Tous les syndicats ont été d'accord pour définir les mêmes exigences. C'est indispensable pour mobiliser. Nous tous seuls, nous pouvons amener quelques centaines d'ouvriers. La CFDT, seule, disons à peu près autant. Ensemble, c'est 1 500 travailleurs.

— C'est pour cela que, dans la défense de nos emplois, nous vou-

lons une large unité. De toutes les organisations syndicales et politiques de la classe ouvrière.

## • Pourtant, l'unité n'est pas très courante ; elle est même plutôt inhabituelle...

— C'est vrai. Le tract que nous avons cité tout à l'heure traduit le premier contact entre la CFDT et nous depuis 5 ans ! Mais cette fois la CFDT a demandé une intersyndicale. Elle est indispensable pour se défendre.

Nous ne voulions pas d'unité de façade, et nous craignons que la CFDT ne se contente de « coups de gueule » de temps en temps, comme en fait Edmond Maire, pour accepter en fait la gestion de la crise.

Nous sommes donc vigilants sur les conditions de l'unité. Là, pour l'instant, nous sommes d'accord pour faire face aux ennemis, aux patrons, tout en mettant le gouvernement devant ses responsabilités.

C'est décisif pour l'action que la CFDT nous rejoigne sur ces positions.

« L'unité sur des bases de classe, c'est demander le maintien de nos emplois, en remettant en cause les plans patronaux. Il est positif que nous puissions le faire avec la CFDT. »

## • Vous faites comme si la CGT restait totalement ferme face à la crise... On a cependant pu voir, dans la CGT métaux, la proposition de distinguer les salaires jusqu'à 7 200 F et ceux au-dessus. N'y a-t-il pas là une sorte de rapprochement avec les positions d'Edmond Maire ?

— Tu as remarqué ça, toi aussi ! Figure-toi qu'on l'a fait remarquer avec nos commentaires à l'intérieur de l'organisation... !

## • Oui, mais vos problèmes sont voisins de ceux de la sidérurgie : comment mettre en échec les patrons et leurs plans européens ? Or, il n'y a aucune action d'am-

pleur, aucune coordination des luttes.

— C'est vrai que le gouvernement, pour nous comme pour la sidérurgie, subit les décisions de l'Europe et des patrons. Par exemple, le ministre de la Mer avait promis que les quotas de 1977, les plus bas depuis longtemps, seraient le plancher à ne pas dépasser pour nos plans de charges... Or, depuis plusieurs mois, nous en sommes à la moitié de 1977.

Bien sûr, nous protestons. Nous demandons des explications. On nous reçoit ; on nous écoute. Mais il n'y a pas de dialogue réel.

Propos recueillis par Pierre Rème.



Manifestation unitaire des métallos nantais. C'était en 1973

## A propos du livre « la Deuxième Gauche »

## La CFDT selon Edmond Maire

## • Quand deux intellectuels manient la brosse à reluire

A l'évidence, il n'est pas possible de rendre compte, faute de place, de tous les aspects du livre d'Hervé Hamon et Patrick Rotman, « la Deuxième Gauche ».

Tenons-nous en à ce que Edmond Maire présente comme l'essentiel : son accord avec les auteurs.

**D**EUX personnes tout à fait étrangères à la CFDT ont écrit le livre que j'aurais aimé écrire », déclare au *Matin* du 5 novembre le secrétaire général de la confédération. Edmond Maire, d'ailleurs, précise encore sa satisfaction : « Je crois que leur parti pris de ne pas raconter la CFDT dans son activité quotidienne, dans la richesse et la diversité de ses milliers de militants, mais de s'attacher à sa pensée, à son itinéraire intellectuel, à ce qui a toujours fait son unité, eh bien, ce parti pris donne justement un très large accord entre leur analyse et ce que peuvent penser les responsables actuels de la CFDT. »

Faut-il, pour être d'accord avec les responsables actuels de la CFDT, ne pas se soucier de « la richesse et la diversité de ses milliers de militants » ? Edmond Maire, plus ou moins adroitement, semble le dire. Qu'est-ce, en effet, « l'itinéraire intellectuel, ce qui a toujours fait l'unité de la CFDT », abstraction faite de ses militants ? Ce ne peut être que « la continuité des responsables actuels », comme le dit Edmond Maire lui-même.

A l'opposé des leaders ouvriers qui, traditionnellement, se présentent comme « les interprètes de la réalité ouvrière et militante », Edmond Maire préfère l'image de celui qui sait s'abstraire de ses fonctions pour « prendre de la hauteur », en imposer plus par son sens de la manœuvre que par ses qualités d'organisateur des combats de la classe ouvrière. Dans ce livre qui permet selon lui de comprendre « son itinéraire intellectuel », Edmond Maire fait ainsi quelques révélations, rendant publics divers détails, non dans un « souci d'honnêteté » mais pour il-

lustrer le sens de sa démarche politique. Deux au moins font sursauter.

## Diplomatie secrète avec le CNPF

Une anecdote, rapportée par ce livre, mérite d'être largement connue. C'est le récit des discussions qui ont servi à préparer le « rapport Moreau », qui présenta « le recentrage » en janvier 1978.

« Si les membres du conseil national, écrivent Hamon et Rotman, avaient été informés des relations furtives nouées en coulisses dans la période précédente, leur étonnement, leur désarroi, ou leur réprobation seraient plus marqués encore. » (P. 303.)

Diable ! Citons donc ces faits, qu'il a fallu garder secrets pour rendre présentable le virage de la direction CFDT vers la cogestion du capitalisme en crise.

« Une fin d'après-midi de décembre 1977, Albert Mercier et Jacques Moreau s'entretenaient dans un appartement de la rue Marignan, avec François Ceyrac. Un luxe de précautions a été déployé pour préserver le secret de la rencontre. Les lieux — propriété du CNPF — sont situés dans un immeuble de bureaux, et les invités au rendez-vous ont décidé d'attendre la sortie du travail pour éviter les regards importuns (...)

« Qu'attend la direction de la CFDT de ce dialogue ? Edmond Maire : « Nous souhaitons une ré-exploration du terrain, connaître l'optique patronale non de manière abstraite mais dans ses implications concrètes » [les auteurs citent là les propos d'Edmond Maire lors d'un entretien...].

« La discussion dure deux heures

et les versions qu'en livrent les participants ne varient pas sensiblement. François Ceyrac : « Mercier et Moreau m'ont donné la substance du rapport qui devait être présenté en janvier. Moreau ne m'a pas caché que le Programme commun était un carcan pour le syndicalisme tel que le concevait la CFDT. Pour lui, une victoire de la gauche dans l'état de division et d'impréparation où se trouvait cette dernière représentait une source d'inquiétude ». Albert Mercier précise : « Le contact a été bon. Tout de suite, nous avons demandé avec qui nous pouvions traiter au CNPF. Ceyrac était désireux de rouvrir les dossiers. Il a beaucoup de bons sentiments, comme pas mal de patrons chrétiens » (...)

« Les trois hommes décident de poursuivre. Un autre rendez-vous est pris pour janvier, et les conjurés se rejoignent aussi discrètement que la première fois. L'échange s'approfondit dans deux directions (...) François Ceyrac réitère ses ouvertures, précisément sur la réduction du temps de travail on sait qu'il s'agissait de « faire sauter le carcan » de la loi des 40 heures de 1936... On décide aussi de créer une commission mixte d'étude sur l'expression des salariés sur le lieu même de leur activité (...) A la veille des élections législatives, le patron des patrons rencontre de nouveau Albert Mercier, dîne entre les deux tours avec Jacques Chérèque pour préparer, après le second tour, une autre entrevue. La voie est dégagée pour un face à face officiel. »

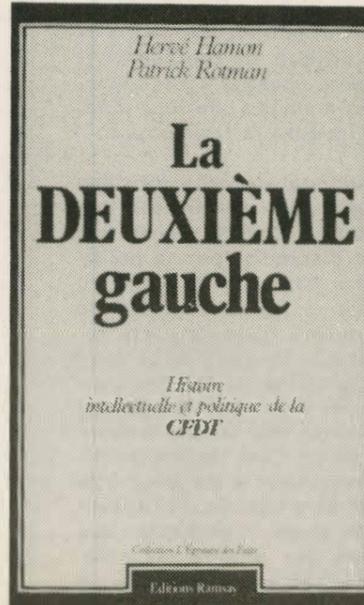
## Pourquoi se cacher pour « parler vrai » ?

Un thème publicitaire favori d'Edmond Maire, figurant sur les affiches de la récente campagne prud'homale, est celui de « parler vrai » (titre par ailleurs d'un livre de Michel Rocard...). Le contraste est net entre cet idéal et le secret un peu honteux entourant les négociations avec le CNPF.

Mais mieux vaut préciser la situation : à l'époque, la direction confédérale n'avait pas la majorité ; elle avait été obligée d'accepter un texte réaffirmant la nécessité de l'unité d'action avec la CGT « élément déterminant de la stratégie cédétiste » (amendement déposé par Hacuitex, les PTT, la région Rhône-Alpes et les pays de Loire). Mais il y avait plus grave, que ne rapportent pas Hamon et Rotman : au moment même de ces rencontres, « loin des regards importuns » avec les patrons, la direction confédérale avait dû aussi accepter de publier une « plate-forme de revendications et d'objectifs immédiats » accompagnée d'un document sur « le plan et les nationalisations ». L'ensemble fut présenté comme une correction dans le cadre du Programme commun. Avec force, il y était souligné « la nécessité de rompre avec le système capitaliste ».

Il suffit d'en lire quelques extraits, ci-contre, pour voir jusqu'où Edmond Maire et « les actuels responsables de la CFDT » peuvent pousser l'art du double langage : ces textes publics, imposés en fait par la majorité de la confédération, étaient discutés et finalement acceptés par Edmond Maire et son équipe au moment même où ils organisaient les rencontres avec le CNPF !

Qui oserait parler de « démocratie procédant du sommet », devant de



\*« La Deuxième Gauche » par Hervé Hamon et Patrick Rotman, éd. Ramses, 73 F. En vente à la librairie la Brèche avec 5 % d'escompte.

tels faits ? Hamon et Rotman ne reculent pas devant une telle hypocrisie... Alors que les mœurs présidentielistes du secrétaire général ont soulevé depuis longtemps des critiques, nos deux auteurs n'ont pas un mot pour les nombreux incidents révélateurs du « centralisme bureaucratique » : « Il y a centralisme bureaucratique », disaient cependant plusieurs fédérations (Hacuitex, PTT, Services) en avril 1973, dans la mesure où les principales réflexions ou décisions émanent du sommet, ne sont soumises à la base que pour approbation ou ratification. »

## Déjà en Mai 68...

Silence sur cette critique interne à l'encontre du secrétaire général et de son entourage ; mais révélations, en revanche, sur les réactions d'Edmond Maire devant Mai 68. Comme dans le cas des relations avec le

CNPF, il s'agit en effet de tracer la continuité d'un dirigeant politique avant tout soucieux d'un « consensus » avec le patronat, hostile à tout bouleversement de « nos règles institutionnelles »...

Qu'on en juge à la lecture de ce récit, l'un des plus contradictoires qui soit avec l'idée même de « la CFDT autogestionnaire ». Hamon et Rotman racontent (p. 215-216). C'est à la veille de la manifestation à Charléty, pour laquelle Eugène Descamps et la majorité de la direction confédérale cherchaient à trouver « une solution politique », afin « d'en finir avec le régime gaulliste ». Eugène Descamps a résumé dans son livre « Militer » comment « les travailleurs attendaient un changement politique » : « Le jeudi 30 au matin, nous expliquons notre point de vue à Mendès-France : « si vous êtes amené à faire un gouvernement, il doit être constitué avec les communistes, la FGDS, et aussi des forces nouvelles. » (Ed. Fayard, p. 192.)

Et Hamon et Rotman, eux, citent les réponses d'Edmond Maire, opposé à tout changement brusque : « J'étais hostile à l'idée de sauter les étapes (...) en appelant à une sorte de jaillissement spontané qui parte des entreprises pour organiser la société toute entière me paraissait utopique et dangereux (p. 216). »

Entendons bien : le secrétaire général actuel de la CFDT reconnaît que plus de dix millions de grévistes mobilisés lui semblaient tourner le dos à son idéal politique. C'était « utopique et dangereux ». Dont acte. En particulier pour ceux qui auraient pu croire qu'Edmond Maire, au nom de l'autogestion et de la démocratie directe, était l'héritier de Mai 68...

Pierre Rème

Voir aussi, dans « Critique communiste » n° 14 : « Pour mieux comprendre le présent : les débats dans la CFDT des années soixante. »

## « La CFDT a une responsabilité particulière »

**C**OMMENT résister à l'envie de citer des extraits de ces textes adoptés en 1977-78 dont Edmond Maire, aujourd'hui, avoue qu'ils ne font pas partie « de ce qui a toujours fait l'unité de la CFDT » ?

« La période qui s'ouvre, disait la plate-forme adoptée en janvier 1978, est marquée par l'espoir de changements importants (...) La CFDT a, depuis longtemps, fait un choix anticapitaliste. L'Histoire a montré que les réformes introduites au sein du système capitaliste n'en ont pas modifié le fondement (...) La stratégie autogestionnaire implique un changement radical de l'ensemble de la société. Elle commande la socialisation des principaux moyens de production, d'échange, de communication, de formation et d'information. Cela signifie que les défenseurs actuels de ces moyens soient expropriés et que le transfert de propriété à la collectivité s'accompagne d'une modification de la notion même de propriété. » (P. 6, 8 et 9.)

On n'ose penser qu'il fut un seul moment question de telles prises de positions dans les rencontres avec François Ceyrac... tenues secrètes pendant que les militants affirmaient de nouveau leurs options socialistes !

« Pour mobiliser les travailleurs, améliorer le rapport des forces sociales à leur profit, imposer des mesures efficaces, [la CFDT] entend confirmer et préciser ses propositions pour une réelle planification démocratique (...) Cette nationalisation-expropriation, qui ne doit pas être une « étatisation », doit, au contraire, favoriser la socialisation (nouvelle répartition des attributs de la propriété) et la marche à l'autogestion (...)

« La planification démocratique est un des « piliers » du projet socialiste de la CFDT. (...) C'est aussi, avec la gauche au pouvoir et une large mobilisation populaire, un des moyens pour sortir de la crise... » (P. 60 et 61 de la brochure CFDT-réflexion, éd. Monthon.)



## Collection La Brèche

<b>L'HISTOIRE DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE (2 volumes)</b> de Pierre Frank	130 francs les 2
<b>PROFILS DE LA SOCIAL-DEMOCRATIE EUROPEENNE</b> introduction de John Ross	75 francs
<b>LE STALINISME ET SON SOCIALISME REEL</b> d'Alexandre Zimine	55 francs
<b>LES CONGRES DE LA IV<sup>e</sup> INTERNATIONALE (1940-1946)</b> présentation de Rodolphe Prager	75 francs
<b>CONFERENCES SUR LA LIBERATION DES FEMMES</b> d'Alexandra Kollontai	51 francs
<b>FEMMES ET MOUVEMENT OUVRIER</b> Collectif	42 francs
<b>L'ANTI-ROCARD</b> de Daniel Bensaïd	35 francs
<b>DE LA COMMUNE A MAI 68</b> d'Ernest Mandel	48 francs
<b>LES ETUDIANTS, LES INTELLECTUELS ET LA LUTTE DES CLASSES</b> d'Ernest Mandel	40 francs
<b>REVOLUTION ET CONTRE-REVOLUTION EN ESPAGNE</b> de Félix Morrow	49 francs
<b>ANGOLA : LE TOURNANT AFRICAIN ?</b> de Claude Gabriel	47 francs

Ces ouvrages sont en vente à la librairie la Brèche 9, rue de Tunis, Paris XI<sup>e</sup> (M<sup>o</sup> Nation).

## Nouvelle donne en RFA

**C** OUP sur coup, deux événements viennent de marquer l'ouverture en Allemagne fédérale d'une nouvelle donne politique. Le 17 décembre, le chancelier Helmut Kohl organisait son propre sabordage au Bundestag dans le but de permettre des élections générales anticipées, le 6 mars prochain. Deux jours plus tard se déroulait, à Hambourg, une consultation rendue nécessaire par l'ingouvernabilité de la province. Compte tenu de l'instabilité au plan national, celle-ci avait valeur de test. La social-démocratie l'emporta largement, obtenant 51,3 % des suffrages. A l'inverse, les chrétiens-démocrates ne recueillirent que 38,6 %. Quant aux libéraux, ils ont payé leur retournement d'alliance et ont été rayés de la carte politique, ne représentant plus suffisamment de voix pour accéder à une représentation parlementaire. Les « verts », de leur côté, confirmaient avec 6,8 % qu'ils sont la troisième force du pays.

Ainsi se vérifie une tendance amorcée lors des trois derniers scrutins régionaux. La droite, loin d'avoir le vent en poupe, stagne. Le SPD — qui, usé par treize ans de pouvoir et discrédité par sa politique de gestion des intérêts capitalistes avait vu s'effriter sa base électorale — fait à nouveau le plein de voix. Le monde ouvrier utilise de cette façon son vote pour s'opposer à l'offensive de la droite et des possédants. Dans le même temps, des centaines de milliers de jeunes, en soutenant le courant « vert », manifestent la force des aspirations antinucleaires et antimilitaristes et un rejet du jeu politique ouest-allemand. La bourgeoisie a de quoi être inquiète. Alors que 1983 doit être l'année de l'approfondissement de la récession et de l'installation des fusées nucléaires de l'OTAN, les prochaines élections pourraient bien déboucher sur une profonde instabilité.

**I** L n'aura donc pas fallu deux mois pour que le cabinet Kohl subisse un sévère retour de bâton. Il faut dire que la droite n'y a pas été avec le dos de la cuillère, pour faire payer aux travailleurs les conséquences de la crise économique. Dans le budget pour 1983, les bourses sont supprimées ou réduites pour trois millions d'écoliers et d'étudiants. La cotisation chômage augmente d'un demi-point. L'augmentation du traitement des fonctionnaires est limitée à 2 % et les salaires dans le secteur privé ne doivent pas progresser de plus de 4 %. Les retraites seront majorées avec six mois de retard. Les vieux travailleurs se voient, de plus, contraints d'acquiescer leur cotisation à la Sécurité sociale alors qu'ils en étaient jusqu'à présent exonérés. Le ticket modérateur augmente d'un quart. Le traitement de certaines maladies bénignes est désormais à la seule charge des assurés. Les allocations logement pour les handicapés sont largement réduites de même que les allocations familiales. La TVA va être parallèlement relevée d'un point.

Seul le patronat retirera quelques bénéfices de cette orientation puisque la majeure partie des sommes économisées servira à financer des allègements fiscaux pour les chefs d'entreprise. Pourtant, elle n'aura aucun effet sur le nombre des chômeurs qui sont déjà plus de deux millions. « L'industrie ne construira pas une seule usine en l'honneur du chancelier Kohl », vient d'ailleurs de reconnaître un proche du chef du gouvernement.

**O** N comprend que, dans ces conditions, monte un mécontentement populaire comme la RFA n'en a pas connu depuis bien longtemps. De gigantesques manifestations ouvrières ont réuni plus de 500 000 personnes en octobre et novembre derniers. Les étudiants se mobilisent par dizaines de milliers contre les amputations de crédits.

Il reste que ce mouvement social ne se voit offrir aucune perspective mobilisatrice. La social-démocratie partage avec le nouveau gouvernement la nécessité d'un programme d'austérité. Elle n'y met comme condition qu'un engagement du monde des affaires à créer des emplois et va même jusqu'à proposer la signature d'un grand pacte social dans ce but. La bureaucratie syndicale, qui a accepté une baisse massive du pouvoir d'achat au cours des deux dernières années, persévère dans cette voie sans issue. Dans les aciéries d'Arbed par exemple, l'organisation ouvrière vient d'accepter de faire cadeau à la direction, du treizième mois. Ce qui n'empêchera pas cette dernière de licencier 3 500 personnes et d'en mettre 5 600 au chômage partiel l'an prochain pour satisfaire aux recommandations de la CEE.

En dépit de ces faiblesses, la droite aura bien du mal à asseoir durablement son pouvoir. 1982 a vu la fin du « miracle allemand ». 1983 pourrait voir celle du consensus social.

Christian Picquet

## • Majorité électorale pour les partis ouvriers, démission du gouvernement, regain de luttes ouvrières, une crise politique s'ouvre au Portugal



### PORTUGAL

## L'offensive réactionnaire marque le pas

**D** EPUIS quelques semaines, le Portugal connaît une crise politique ouverte, qui s'est manifestée de façon éclatante par la démission le 19 décembre, de Francisco Pinto Balsemao, Premier ministre depuis deux ans. L'ex-leader de l'Alliance démocratique (AD, regroupement des formations réactionnaires : Parti social-démocrate, Centre démocratique et social et Parti monarchiste) ne chercha nullement à dissimuler qu'il était tombé à cause des rivalités internes à la droite, « à cause de beaucoup d'oppositions, beaucoup d'incompréhensions et même quelques trahisons venant de certains organes dirigeants de mon propre parti et de la coalition à laquelle j'appartiens ».

Ce départ est aussi la conséquence de son échec lors des élections municipales du 12 décembre. L'AD a en effet perdu quatre points et près d'un demi-million de voix par rapport aux législatives de 1980. Elle ne dispose plus du contrôle absolu des trois principales villes du pays : Lisbonne, Porto et Coimbra. A l'inverse, le Parti socialiste a progressé de 4 % et l'Alliance peuple-uni (APU, dominée par le PC) a gagné plus de 56 000 voix, dans les grands centres industriels comme Setubal ou Loures ainsi que dans son fief de l'Alentejo.

Les résultats confirment l'un des traits marquants de la situation portugaise depuis plusieurs années. Avec 52 % des suffrages, les partis de gauche sont majoritaires et la réaction ne conserve le pouvoir, malgré ses 43,5 %, qu'en profitant de la division des rangs ouvriers et d'un système électoral inique.

### Une attaque réactionnaire d'ampleur

La droite est aujourd'hui victime de sa propre politique. Au pouvoir depuis la fin de 1979, elle s'est engagée dans une brutale remise en cause des grandes conquêtes populaires.

C'est en premier lieu la Constitution promulguée en 1976 qui concentre ses attaques. Certes, cette dernière n'a rien de particulièrement subversive. Mais elle porte la marque du puissant mouvement de masse qui accompagna la « révolution des œillets ». Ses articles 1 et 2 définissent par exemple le Portugal comme une « république souveraine (...) engagée dans une tâche de transformation en vue de parvenir à

une société sans classes ». Et surtout, elle établit les fondements d'un vaste secteur nationalisé, reconnaît d'importants droits syndicaux et légalise l'existence d'unités collectives de production à la campagne.

Deux projets de loi doivent être prochainement déposés pour accroître les marges de manœuvre des patrons en matière de licenciements et pour restreindre le droit de grève. Parallèlement, les ventes aux enchères de terres arrachées aux coopératives agricoles se multiplient. Le secteur public est menacé de démembrement. « Ce n'est pas la vache sacrée de l'Inde à laquelle on ne peut pas toucher » indique très clairement le vice-Premier ministre, Freitas do Amaral.

Dans l'immédiat, le bloc au pouvoir entend liquider l'ensemble des dispositions qui limitent sa liberté d'action. C'est pour cela qu'il a fait récemment adopter par le Parlement une révision de la loi fondamentale. Au terme de celle-ci, le président de la République — Ramalho Eanes, actuellement en fonctions, a été élu contre le candidat des partis de droite — ne peut plus démettre le gouvernement et se voit privé du droit de nommer les chefs militaires. Ce qui n'est pas sans importance dans un pays où l'armée joue un rôle politique direct.

De même, le Conseil de la révolution, composé de militaires qui renversèrent la dictature en 1974 et qui disposait d'un droit de veto sur les décisions de la Chambre — il s'était opposé en juillet 1981 à la dénationalisation des banques et des compagnies d'assurance — a été supprimé.

Cette offensive contre tout ce qui subsiste de la montée révolutionnaire des années soixante-dix s'accompagne de la mise en œuvre d'une impitoyable politique d'austérité. Le budget 1983 prévoit une augmentation des impôts directs et indirects et une réduction de 3 % des salaires réels. Par de telles mesures, la classe dominante réagit à une situation économique d'autant plus désastreuse qu'elle a récemment négocié l'entrée dans la CEE, qui mettra l'industrie portugaise en compétition avec des firmes hautement performantes. L'inflation gravis autour de 25 %. L'industrie tourne à 70 % de sa capacité. Le déficit de la balance commerciale dépasse cinq millions de dollars et la dette extérieure atteint les onze milliards, c'est-à-dire que ses seuls intérêts représentent la valeur de la production agricole pendant trois ans.

En contraignant les travailleurs à se défendre contre une attaque mul-

tiforme, la droite a, en fait, permis l'ouverture d'un nouveau cycle de luttes ouvrières. Pour la première fois depuis 1934, deux grèves générales ont paralysé le pays en 1982, à l'appel de la CGTP, la confédération à direction communiste.

Ce contexte, la crise de la coalition gouvernementale, et l'instabilité institutionnelle engendrée par le conflit désormais permanent entre la majorité parlementaire et la présidence de la République ont débouché sur le verdict des urnes de décembre dernier. La situation présente a atteint un tel seuil critique que personne n'exclut qu'elle se sanctionne à terme par un effondrement de l'AD semblable à celui de l'UCD en Espagne.

### Le handicap de la division

A l'évidence, le plus gros handicap du mouvement ouvrier est la division. Si le PS et le PCP demandent tous deux des élections générales anticipées, il est moins question d'action commune et les projets sont notablement divergents.

Le PS sous la direction de Mario Soares négocie secrètement avec le Parti social-démocrate en vue d'aboutir à un accord de gouvernement. Il n'a pas hésité pour favoriser son objectif à voter la révision constitutionnelle, aidant le pouvoir à réunir la majorité des deux tiers indispensable à cette fin. Dans le domaine social, l'Union générale des travailleurs — syndicat à la direction duquel participent des socialistes — s'est, à plusieurs reprises, engagée aux côtés du gouvernement, jouant même les briseurs de grève lors des dernières actions interprofessionnelles.

Si le PCP en appelle plus volontiers à la mobilisation des masses, c'est essentiellement pour renforcer son propre appareil. Mais il allie un sectarisme sans bornes à l'égard des militants socialistes, même les plus combattifs, à un alignement complet sur les prises de position du chef de l'Etat. Le général Eanes n'a pourtant rien à voir avec le combat des travailleurs, lui qui fit réintégrer à des postes clés de la hiérarchie militaire des officiers liés au régime fasciste.

C'est dire que si la droite marque le pas dans la mise en pratique de son projet, le mouvement ouvrier est bien loin de présenter une véritable alternative de classe.

Christian Picquet

## ARGENTINE

# Une dictature qui n'en finit pas de mourir

**C**ENT VINGT MILLE manifestants sur la place de Mai, aux portes du palais présidentiel, la Casa Rosada. Généraux conspués, insultés. Policiers tirant dans la foule : un mort, plusieurs centaines de blessés... C'était le 16 décembre dernier, à Buenos Aires, lors de la plus importante manifestation de rue organisée contre la dictature depuis le coup d'Etat de mars 1976.

A quelques mois de l'aventure et du fiasco des Malouines, alors que l'économie du pays, en virtuelle banqueroute, est paralysée par une récession sans précédent, le régime militaire argentin n'est pas parvenu à trouver un nouvel équilibre, aussi précaire soit-il. Miné par les règlements de compte sans fin opposant les trois armes et les rivalités croissantes des multiples cliques militaires, il est de moins en moins en mesure d'arbitrer entre les différentes fractions bourgeoises. Plongés dans une telle crise, on voit mal comment les généraux pourraient mener à bien leur projet d'« ouverture contrôlée », élaboré à la hâte au lendemain de la défaite de Port-Stanley et de la démission forcée de Galtieri, le chef de la junte lors de la guerre dans l'Atlantique-Sud.

## Les militaires toujours divisés

Le premier objectif de son successeur, le général Reynaldo Bignone, personnage sans envergure ayant à son seul actif le fait de ne pas avoir été directement compromis dans la guerre, était de recomposer l'unité des différents états-majors et, au-delà, de la caste militaire. « Il doit exister une claire conscience du fait que toute recher-

che d'avantages personnels ou sectoriels illégitimes pendant la période qui s'ouvre (...) pourrait provoquer une crise majeure du pays. Cette affirmation vaut pour les comportements politiques comme pour les questions socio-économiques », déclarait-il au lendemain de son accession au pouvoir. La composition de son gouvernement s'inscrivait dans cette perspective : à peu près tous les ministres ont collaboré avec l'un ou l'autre de ses prédécesseurs ; certains furent même directement responsables de la répression aux heures les plus noires.

Il est clair aujourd'hui que le général Bignone a échoué. La caste militaire est plus divisée que jamais. Elle ne s'est toujours pas remise de l'humiliation de la défaite et de nouveaux motifs de conflit surgissent, à propos des priorités à accorder pour la reconstitution du potentiel de combat par exemple...

Si cette dictature délabrée, minée, ne s'est jusqu'alors pas effondrée, elle le doit avant tout aux directions des formations bourgeoises, affaiblies, divisées, effrayées par le vide du pouvoir et dépassées par l'ampleur de la crise économique et sociale.

Celle-ci sont regroupées depuis 1981 dans la « Multipartidaria » une coalition hétérogène regroupant le Parti radical indépendant, le Mouvement indépendant pour le développement (MID), le Parti intransigeant, la Fédération démocrate-chrétienne et le péronisme officiel (Justicialisme).

## « Ne pas soutenir, ne pas déstabiliser »

Les dirigeants de cette « Multipartidaria » réclament bien le retour des militaires dans leurs casernes et

l'instauration d'un pouvoir civil. Mais, ils sont prêts à tous les compromis pour que la transition soit organisée à partir d'une collaboration entre eux-mêmes et l'armée. Ils soutiennent donc les projets du général Bignone prévoyant la tenue d'élections durant le second semestre de 1983, et n'hésitent pas à s'engager

dans de véritables campagnes visant à rétablir un minimum le prestige et l'autorité des forces armées. Deolindo Bittel, dirigeant péroniste, n'a-t-il pas déclaré que l'une des tâches de son mouvement — qui représente encore la principale force électorale en Argentine — était de « tout faire pour restaurer la crédibilité des for-

ces armées auprès du peuple argentin » ? Oscar Allende, le principal dirigeant du Parti intransigeant (PI) s'est dit, pour sa part, convaincu que la seule attitude responsable était « à la fois de ne pas soutenir et de ne pas déstabiliser le nouveau cours du régime militaire » !

La bureaucratie syndicale, qui est l'une des composantes du péronisme, soutient cette orientation de la « Multipartidaria », tout en développant ses formes propres de collaboration avec la dictature. Elle multiplie les appels aux militaires pour qu'ils « se mettent au service du bien-être du peuple argentin et en particulier de ses travailleurs », comme leur demande l'un de ses dirigeants les plus influents, Lorenzo Miguel. Mais cette politique accentue ses divisions internes : comment peut-on encore prétendre représenter les millions de victimes de la crise condamnées à la misère et, souvent, à la faim tout en offrant ses services à la dictature chancelante ? C'est la question que pose avec chaque fois plus d'insistance les secteurs les plus militants du mouvement ouvrier, ceux qui ont organisé, ces dernières années, diverses mobilisations contre le régime militaire, depuis la grève d'avril 1979 jusqu'aux manifestations du 30 mars 1982...

Dans ce contexte, la manifestation du 16 décembre, par son ampleur, par la combativité nouvelle qu'elle a révélée, prend toute sa signification. Ce jour-là, et pour la première fois aussi massivement, des dizaines de milliers de travailleurs, renouant avec la vieille tradition de lutte de la classe ouvrière argentine, ont manifesté clairement leur opposition à toute forme de collaboration, de compromission avec le régime honni.

Jean-Pierre Beauvais



Des milliers de disparus depuis 1976.

## Les causes véritables d'un effondrement économique exemplaire

**E**N 1950, la production économique argentine représentait en valeur 25 % de celle de l'ensemble de l'Amérique latine. En 1960, déjà, elle ne représentait plus que 19 %. Pour 1982, les estimations oscillent entre 9 et 10 % ! Illustration spectaculaire de la débâcle d'un pays pourtant doté de richesses potentielles considérables. D'un pays qui avait connu un relatif développement à partir de la Seconde Guerre mondiale et grâce auquel il fut, un temps, le plus industrialisé du monde semi-colonial.

Initialement, c'est l'alliance entre les grands propriétaires terriens nationaux et l'impérialisme qui a fourni le cadre de ce développement relatif. Aujourd'hui, ces grands propriétaires représentent 0,2 % de l'ensemble des possesseurs de terre et contrôlent 65 % des surfaces exploitées. Ils emploient, dans les zones rurales, 50 % de la main-d'œuvre. Les exportations agricoles fournissent toujours la majorité des revenus en devises du pays. Revenus qui dépendent donc très largement des fluctuations des cours sur le marché mondial.

L'agriculture argentine reste une agriculture à faible rendement, comparée à celle des pays capitalistes développés. Les quantités produites sont importantes, mais elles le sont grâce à des surfaces cultivées consi-

dérables. Selon des études réalisées par des institutions spécialisées dépendant des Nations unies, il y avait, au milieu des années soixante-dix, dix-neuf fois moins de tracteurs à l'hectare cultivé en Argentine qu'en Grande-Bretagne. La quantité d'engrais utilisée à l'hectare y était 40 fois moindre qu'en République fédérale allemande...

## Economie dépendante, richesses pillées

L'activité industrielle fut, dès sa naissance, dominée par le capital impérialiste. Ce capital, alors essentiellement britannique, était concentré en premier lieu dans les secteurs directement liés aux intérêts des importateurs londoniens : chemins de fer, ports, traitement et conservation de la viande, etc. La vague de nationalisations et le développement de nouvelles industries après la guerre de 1939-1945 n'ont pas substantiellement modifié cette réalité : les Etats-Unis ont ravi à la Grande-Bretagne sa position prédominante et, en 1960, parmi les cent plus importantes firmes prétendant « argentines », 89 étaient contrôlées par le capital étranger. Depuis lors, cette prédominance s'est encore affirmée. Le secteur nationalisé hérité de Peron a été largement démantelé au

nom de « l'efficacité du libéralisme et de la libre entreprise » : parmi les cinquante plus importantes sociétés rendues au secteur privé, vingt-neuf sont passées sous contrôle américain.

Comme ailleurs dans le tiers monde, c'est à un véritable pillage que se livrent les puissances impérialistes. L'économie dominée est systématiquement appauvrie pour enrichir les métropoles et leurs classes dominantes. L'industrie automobile ne fut-elle pas, un temps, présentée comme le fleuron de l'économie argentine ? Les firmes européennes et nord-américaines qui la contrôlent à 100 % ont, entre 1970 et 1980, réalisé des bénéfices six fois supérieurs à leurs investissements. Elles les ont évidemment « rapatriés » en totalité dans leurs pays d'origine respectifs...

C'est avant tout parce que son développement relatif était totalement dépendant des centres impérialistes que l'économie argentine est aujourd'hui dévastée par la crise mondiale. Le coût de la guerre des Malouines et surtout la politique monétariste mise en œuvre par des économistes jouissant de la totale confiance de Washington n'ont fait qu'en amplifier les effets.

Le produit intérieur brut (PIB) a été, en 1981, égal à celui de 1970. Et, au premier semestre de 1982, il a

connu une baisse de 9,4 % par rapport au premier semestre de 1981. Plus significatif encore, le produit intérieur brut industriel est aujourd'hui inférieur de 30 % à ce qu'il était en 1975. Pendant les cinq premiers mois de 1982, l'emploi industriel a, selon les statistiques gouvernementales, chuté de 23 %. Le marché intérieur s'est réduit considérablement : durant cette période on a vendu 56 % d'automobiles de moins qu'un an auparavant. Plus généralement, la vente des biens de consommation courante s'est effondrée. Désormais, environ 50 % de la capacité de production industrielle est inemployée.

## Pour la première fois depuis un demi-siècle : la faim

Les conséquences sociales de cette situation sont dramatiques : pour la première fois depuis un demi-siècle, on a faim dans les banlieues populaires de la capitale. La part des salaires dans le PIB est passée de 50 % en 1975 à 30 % en 1982. Peu après l'instauration de la dictature en 1976 avait lieu une première offensive d'ampleur contre le pouvoir d'achat des salariés. Elle fut imposée par la répression politique mais sans chômage important. Le

salairé réel dans l'industrie pour les trois derniers trimestres de 1976 fut de 40 % inférieur à la moyenne de l'année précédente et de 30 % inférieur à ce qu'il était en 1960. Depuis un an, une nouvelle attaque, tout aussi brutale, est à nouveau menée contre le pouvoir d'achat. Elle se combine cette fois avec un chômage massif. Un plan élaboré peu avant la chute de Galtieri envisageait même la mise à pied de 50 % de la main-d'œuvre industrielle, soit cinq millions de travailleurs pour un pays qui compte vingt-huit millions d'habitants... Si ce plan a été officiellement abandonné, l'orientation actuelle « conseillée » par le Fonds monétaire international vise à une nouvelle réduction de la consommation intérieure afin de restreindre les importations, de rééquilibrer la balance commerciale pour... continuer à rembourser la dette extérieure et négocier de nouveaux crédits.

Saignée par la crise économique mondiale, incapable d'absorber les effets sociaux des six années de dictature militaire, l'économie argentine est dans une impasse totale. Tous les « remèdes » qui seraient proposés et ne remettraient pas en question les mécanismes de la domination impérialiste ne seront désormais rien d'autre que d'éphémères pis-aller.

Jean-Pierre Beauvais

## ARMEMENTS

# Les propositions d'Andropov n'aident en rien le mouvement antiguerre

**C'**EST à l'occasion du soixantième anniversaire de la fondation de l'URSS que le successeur de Brejnev a fait de « nouvelles » propositions concernant l'équilibre des forces. Ces propositions s'adressent aux dirigeants impérialistes dans leur forme comme sur le fond. Elles ne visent nullement le mouvement de masse antiguerre que connaissent la plupart des pays occidentaux.

Rien dans tout cela qui serait de nature à développer le mouvement de masse, à renforcer en son sein les courants unilatéralistes majoritaires en Europe capitaliste notamment. Non, au contraire, Andropov, comme ses prédécesseurs, a monté un coup, juste avec un peu plus d'habileté, du moins à première vue.

1. « Nous sommes prêts à réduire nos armements stratégiques de plus de 25 %. Les armements des Etats-Unis devraient être réduits en proportion pour que le nombre de vecteurs que possèdent les deux Etats soient égaux. Nous proposons également de réduire substantiellement la quantité des charges et de limiter au maximum le perfectionnement de ces armes (...) Nos propositions concernent tous les types d'armes stratégiques sans exception. »

La première proposition d'Andropov d'abaissement des plafonds d'armements stratégiques cherche à prolonger à travers les pourparlers de Genève, le long processus des SALT (1) inauguré en 1968 et qui n'a abouti au mieux qu'à un certain contrôle mutuel de la course, déplaçant son objet du domaine quantitatif (le nombre de têtes stockées) vers le domaine qualitatif (précision, durcissement des têtes, maniabilité...)

Cela n'est pas pour déplaire aux Etats-Unis qui misent depuis les années cinquante sur la supériorité qualitative de leur arsenal. L'URSS, à l'inverse, ne suit qu'au prix des plus grandes difficultés économiques. Aujourd'hui, le MX américain est en bonne voie du point de vue de sa mise au point. Les querelles sur son mode de déploiement, Reagan ayant choisi « une implantation groupée », risquent de masquer un débat plus sérieux sur l'opportunité de relancer la course dans le domaine des ABM

(2) avec mobilisation des dernières applications du laser et des neutrons.

Andropov ne contrarie en rien la politique des dirigeants américains. Il se livre simplement à un exercice de style désormais traditionnel auquel ne manque même pas l'engagement de poursuivre la course pour le cas où il ne serait pas entendu : « Nous serons obligés de répondre au défi de la partie américaine par le déploiement de nos systèmes d'armes appropriés : au MX par un missile analogue, au missile de croisière américain à longue portée par notre missile de croisière à grande portée qui est actuellement à l'essai. »

2. « L'URSS est prête à ne laisser en Europe qu'un nombre de missiles égal à ceux de la France et de la Grande-Bretagne, pas un de plus (...) Cela signifie que l'URSS devra éliminer des centaines de missiles, y compris des douzaines de ceux que l'on appelle à l'Ouest des SS-20. » La nouveauté consiste donc à s'adresser directement aux Européens en ce qui concerne les euromissiles.

Il y a là une volonté soviétique d'aiguiser un peu plus les contradictions de l'Alliance atlantique. Démarche illusoire cependant dans l'état actuel des rapports de forces. Démarche dangereuse aussi, car si la bureaucratie utilise à son profit les il-

lusions véhiculées par le mot d'ordre de « dénucléarisation de l'Europe à l'Ouest comme à l'Est », la proposition d'Andropov se présentant comme un premier pas dans ce sens, ce n'est pas sans inconvénient pour le mouvement de masse antiguerre européen.

La réduction du nombre de missiles soviétiques étant liée à celle des seuls missiles français et britanniques, le risque est grand de voir certains courants emprunter cette voie de traverse, oubliant du même coup l'ensemble des « systèmes avancés US » qui seraient pris en compte à un autre niveau de la négociation avec les Etats-Unis, celui des armements stratégiques.

Au bout du compte, la politique de la bureaucratie apparaît ni plus ni moins réactionnaire aujourd'hui qu'hier. Elle accrédite l'idée qu'il pourrait se passer quelque chose d'important à Genève autour du tapis vert, semant la confusion parmi les masses à l'Ouest comme à l'Est et les détournant consciemment de la poursuite de la lutte de masse pour le désarmement de l'impérialisme.

Jean-Louis Michel

1. SALT: Strategic Arms Limitation Talks (Conversations sur la limitation des armements stratégiques).
2. ABM: Anti Ballistic Missile (Missile antibalistique).



## La réaction significative du gouvernement français

**D**E toutes les réactions aux nouvelles propositions de Youri Andropov, celles du gouvernement français ont été les plus vives. Alors que même le Pentagone parlait d'offres « prometteuses », Claude Cheysson déclarait : « Ce qui me choque, c'est d'introduire l'arsenal français qui a été fait à la dimension minimum (...) Nous n'avons jamais accepté que les armes nucléaires françaises soient comprises dans le calcul de Genève. M. Andropov souhaite-t-il que nous nous intégrions dans l'Alliance atlantique, que nos fusées dépendent d'un commandement américain ? »

L'argument est particulièrement hypocrite. Depuis deux ans, le nouveau gouvernement n'a pas manqué une occasion de proclamer son soutien à la politique de réarmement de Reagan. « En ce qui concerne l'Alliance atlantique », les Etats-Unis ne peuvent « avoir un partenaire plus

digne de confiance que nous », déclarait Cheysson lui-même, dès son entrée en fonctions.

On ne peut d'un côté aller aussi loin et de l'autre, au nom d'une prétendue indépendance stratégique, refuser d'inclure sa propre quincaille dans des négociations internationales. En fait, l'hôte du Quai d'Orsay entend éviter à tout prix que les positions de force de l'impérialisme français en matière d'armement atomique ne fassent les frais d'une tractation au sommet entre les « deux Grands ». Notre ministre est, en vérité, pris à son propre piège.

Second argument de nos gouvernants : « La proposition soviétique a comme but de maintenir l'équilibre existant et d'empêcher les Etats-Unis de compenser les retards pris. » On touche là le fond du problème. Paris, comme Londres ou Washington ne veulent prendre aucun retard dans le déploiement des euromissiles, sur le vieux continent

Mais tous les discours sur la menace des SS-20 — qui peuvent détruire les « cent cinquante cibles majeures de l'OTAN » — ne peuvent masquer une réalité que reconnaissait un récent article du *New-York Times* : « Les Pershing 2 peuvent atteindre en six minutes le territoire soviétique ». Quand les masques tombent, les « colombes » se transforment en « faucons ».

Contrairement aux apparences, les propositions des bureaucrates du Kremlin n'aident pas le combat des masses contre les fauteurs de guerre occidentaux. La réaction des capitales occidentales vient cependant à point nommé rappeler la nécessité d'une action résolue pour imposer un désarmement unilatéral de l'impérialisme. Il ne peut être, dans ce cadre, question de laisser de côté la force de frappe française qui ouvertement s'intègre au dispositif atlantique.

C. P.

## CHILI Le réquisitoire des évêques contre la dictature

La conférence épiscopale chilienne réunissant les trente-trois évêques du pays vient de rendre public un véritable réquisitoire contre la dictature de Pinochet. Elle réclame ouvertement le retour à un « régime démocratique ».

« Les abus qui avaient pu avoir lieu précédemment ne justifient pas une interruption aussi longue de la vie normale de la nation », estiment les hiérarques catholiques. Selon eux, le Chili vit une crise sociale, économique, institutionnelle et morale d'une « extrême gravité ».

« Les violations de la dignité humaine, les contraintes injustes imposées à certains détenus, la spéculation, le gaspillage et la misère » constituent autant d'atteintes aux valeurs chrétiennes, ajoutent-ils.

Les évêques dressent ensuite un bilan sévère de la situation économique : chute de la production, dette extérieure considérable et « niveau intolérable » du chômage. Ils considèrent que le projet d'économie ultra-libérale des militaires a désormais « perdu toute crédibilité ».

Au plan social, ils dénoncent la « misère croissante », responsable du développement de la violence, et condamnent la suppression des syndicats ainsi que les restrictions imposées aux divers moyens d'information.

Depuis l'instauration de la dictature — il y aura dix ans en septembre 1983 — certains membres de la hiérarchie catholique, tel l'archevêque de Santiago ont souvent émis des critiques, en particulier concernant la répression. Mais c'est la première fois qu'un document unanime condamne aussi ouvertement le régime et l'ensemble de sa politique. C'est un tournant.

Quelques jours avant de rendre public ce réquisitoire, les évêques avaient demandé à être reçus par Pinochet afin de lui « exposer leurs préoccupations ». « Nous n'accepterons pas de conseils ou de recettes de la part de politiciens ou de religieux », leur a répondu le général-dictateur. Il officialisait de la sorte la rupture entre son régime et la puissante Eglise catholique chilienne.

J.-P. B.

## L'association des travailleurs marocains en France communique :

Depuis le début du mois de décembre 1982, des événements graves se produisent au Maroc. Le régime en place lâche son armée qui arrête, torture et même assassine plusieurs jeunes élèves et étudiants en grève.

En effet, à la suite de grèves de lycéens déclenchées le 6 décembre à Berkane, puis à Oujda, l'armée occupe les deux villes et les environs. Elle a assassiné plus de 15 lycéens et étudiants qui manifestaient pour de



meilleures conditions d'enseignement et contre la dégradation des conditions économiques et sociales des masses populaires.

Un mouvement de solidarité s'est déclenché dans toutes les villes universitaires et dans plusieurs lycées qui sont en grève actuellement. Encore une fois, le pouvoir en place n'hésite pas à assassiner les enfants du peuple comme il l'a fait lors des événements de juin 1981 à Casablanca. Cette situation prouve — s'il en est encore besoin — le caractère sanguinaire et antipopulaire du régime réactionnaire marocain qui bafoue les droits d'expression les plus élémentaires.

L'ATMF attire l'attention de l'opinion publique française et internationale sur la gravité de la situation et appelle les forces démocratiques et progressistes à agir pour dénoncer ces massacres et exiger le respect des libertés démocratiques au Maroc.

## SALVADOR Plus de cinq mille morts en 1982

L'évêque auxiliaire de San Salvador vient de faire connaître ses premières estimations quant au nombre de victimes connues de la guerre civile pour l'année 1982 : plus de cinq mille.

« Le tableau est effrayant », a déclaré Mgr Rosa Chavez dans une homélie prononcée le jour de Noël. « Les cinq derniers mois, il y a eu au moins 2 230 morts soit une moyenne de 446 par mois. Par voie de conséquence, on peut estimer à plus de 5 000 le nombre de morts pour l'ensemble de l'année. »

Il s'agit là, rappelons-le, de ceux qu'ont pu recenser les paroisses. Mais dans les quartiers populaires comme dans les campagnes, bien des familles n'osent plus enregistrer officiellement la disparition de l'un des leurs, de peur de représailles de la part des commandos d'extrême-droite... Selon les responsables d'organisations humanitaires agissant sur place, le nombre réel des victimes est d'au moins cinquante pour cent supérieur à celui que sont en mesure d'établir les paroisses...

Dans quelques jours, la Maison-Blanche présentera au Congrès américain un rapport sur les « progrès des libertés démocratiques et du respect des droits de l'homme au Salvador ». Il accompagnera et justifiera une demande d'augmentation des crédits destinés à l'aide militaire à la junte. Mentionnera-t-il l'homélie de Mgr Rosa Chavez... ?



# INPRECOR

Vient de paraître

Inprecor n° 140

Au sommaire

- Pologne : Un an après le coup de force de Jaruzelski.
- Dossier : L'Espagne après les élections.
- Nouvelles du mouvement ouvrier et de l'Internationale.
- Index des articles parus en 1982.

La mort d'Aragon

«Est-ce ainsi que les hommes vivent...»

• Dans les pires abjections du stalinisme comme dans sa poésie, il aura « fait du zèle »

**E**N toute chose, Aragon aura fait du zèle », écrivit un jour Tristan Tzara. En toute chose : c'est-à-dire dans les pires abjections du stalinisme comme dans le meilleur de sa poésie et de son œuvre d'écrivain. Car Aragon n'était pas le premier André Stil ou le premier André Wurmser (1) venus. Et le membre du comité central du PCF pendant plus de vingt ans, le laudateur infect de *Vive le Guépéou*, de *Il revient* — à la gloire de Maurice Thorez de retour d'URSS — est aussi l'écrivain du *Paysan de Paris*, du *Fou d'Elsa* ou du *Roman inachevé*.

« Moscou-la-Gâteuse »

Né en 1897, Louis Aragon, encore soldat, rencontra dès 1917 André Breton avec qui il devint un des principaux animateurs du mouvement surréaliste. Comme beaucoup de jeunes intellectuels ou artistes révoltés par la société bourgeoise, Aragon est dada, anarchiste. Il écrit ses premiers poèmes et son roman *Anicet ou le Panorama* en 1921. C'est l'époque du *Paysan de Paris*, paru en 1925, des pamphlets au vitriol comme celui sur la mort d'Anatole France, intitulé *Un cadavre* : « Je tiens tout admirateur d'Anatole France pour un être dégradé. Il me plaît que le tapir Maurras et Moscou-la-Gâteuse pleurent aujourd'hui un littérateur. » Ou encore : « La Révolution russe, vous ne m'empêchez pas de hausser les épaules. »

« Vive le Guépéou »

Sous l'influence d'André Breton, qui lui-même amorce une évolution qui le mènera à l'Opposition de gauche et à Trotsky, le mouvement surréaliste se rapproche du PC. Aragon et Breton adhèrent tous les deux en 1927. Mais les premiers rapports sont difficiles et l'adhésion d'Aragon reste largement formelle jusqu'en 1932. Or, c'est très précisément au moment où les surréalistes se tournent vers le PCF et Moscou que le mouvement communiste perd son caractère révolutionnaire et se stalinise lentement. Aragon va ainsi passer de l'individualisme romantique au « prolétariat révolutionnaire »... qui va s'identifier pour lui tout naturellement avec le PCF ! « Aragon était de cette génération d'hommes qui se plaçaient naturellement en situation de culpabilité devant la Révolution et l'URSS », note justement Pierre Daix, qui fut à ses côtés, rédacteur en chef des *Lettres françaises*.

En décembre 1930, Aragon revient de la Conférence des écrivains révo-

lutionnaires qui s'est tenue à Kharikov et écrit : « Nous ne nous considérons pas comme solidaires de l'ensemble des œuvres individuelles publiées par le groupe surréaliste (...) Nous considérons le trotskysme comme une idéologie social-démocrate et contre-révolutionnaire. »

L'engrenage du stalinisme saisit alors Aragon. Il écrit *Front rouge*, *Hourra l'Oural* et utilise la poésie comme propagande pour le PC :

« C'est rue Lafayette au 120 Qu'à l'assaut des patrons résiste Le vaillant Parti communiste Qui défend ton père et ton pain. »

Aragon devient journaliste à *l'Humanité*. En 1932, c'est la rupture avec André Breton, qu'il traite de « contre-révolutionnaire », et le surréalisme, auquel va bientôt succéder le réalisme socialiste. Aragon écrit *les Cloches de Bâle, les Beaux Quartiers*. A l'occasion des procès de Moscou, qu'André Breton dénoncera de toutes ses forces, Aragon loue la sanglante mascarade stalinienne : « Vive le Guépéou, véritable image de la grandeur matérialiste. » Aragon, qui a son passé d'intellectuel petit-bourgeois anarchisant et romantique à se faire pardonner par

la direction du PCF, met les bouchees doubles !

« Les couleurs de la France »

La guerre, la Résistance puis la Libération seront la période où Aragon va véritablement devenir la figure prestigieuse du PCF, son « poète officiel ». En 1942, il écrit *le Crève-Cœur, les Yeux d'Elsa* : « Mon parti m'a rendu les couleurs de la France. » En 1944, c'est la création des *Lettres françaises*. Jusqu'en 1955, Louis Aragon fera l'apologie inconditionnelle du stalinisme. Dans *les Communistes*, il dénonce même Paul Nizan, qui avait quitté le PCF après le pacte germano-soviétique en 1939 et fut tué en 1940 par les nazis, comme indicateur de police et traître... Il compare Lyssenko à Galilée !

Lors des procès de Prague en 1952, Aragon et Eluard n'ont pas un mot de soutien aux surréalistes tchèques, qui seront condamnés !

La même année que le rapport Khrouchtchev, Aragon écrit *le Roman inachevé* où, sans mettre en cause la nature du stalinisme, il témoigne d'un certain désenchantement... qui ne va pas, toutefois,

Morceaux choisis

Aragon ne répugna jamais à justifier les pires crimes du stalinisme. Voici comment il relatait en octobre 1936, dans « Commune », le premier procès de Moscou.

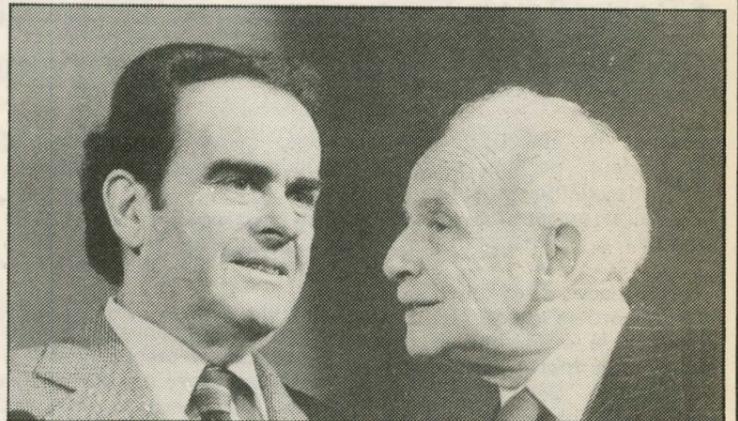
« C'est un effroyable déballage d'ignominie que ce procès que domine la figure de leur maître à tous, Trotsky, allié de la Gestapo, le saboteur international du mouvement ouvrier, dont le travail est si profitable à Hitler à chaque pas. »

« Enfin retentit la voix de Vychinsky, l'accusateur public. Cette voix, c'est celle de toute l'Union, qui, depuis des jours et des jours, retentit dans toutes les usines, dans les kolkozoes, l'Armée Rouge. C'est le grand grief d'un peuple qui retentit par la bouche de ce Fouquier-Tinville. »

« La cour suprême se prononce : la mort aux seize coupables. Le pays n'eut pas compris un autre verdict. Il est curieux de constater que ce verdict a soulevé, en France, les protestations d'hommes qui font ordinairement les jacobins, et qui se croient sortis de la culotte de Robespierre. »

Simone Signoret, dans son livre « La nostalgie n'est plus ce qu'elle était » (éditions du Seuil), donne un autre exemple du zèle du poète défunt :

« Pendant toutes les années durant lesquelles j'ai vécu avec Allégret, les Aragon ne me reconnaissaient pas. On me présentait à eux, ils avaient toujours l'air de chercher dans leur mémoire... mais non, vraiment, ils ne voyaient pas... Quatre ou cinq fois de suite, en trois ans, il leur arriva de ne pas me "remettre". J'étais un peu triste, parce que, si Aragon ne m'avait pas vu jouer, moi j'avais lu et relu tout Aragon. Dès que j'ai vécu avec Montand, je suis tout à coup devenue digne d'être reconnue en ma qualité de femme du grand chanteur populaire et en ma qualité d'artiste dramatique. Un jour, je lui ai demandé pourquoi, pendant tant d'années, il avait si souvent semblé ne pas me reconnaître. Les yeux brillants de malice bleue, il m'expliqua que c'était justement parce qu'il me reconnaissait qu'il ne voulait pas me connaître. Je vivais avec un homme qui avait été secrétaire de Trotsky en 1935, il ne pouvait se permettre de serrer la main de la compagne d'un trotskyste. »



comme Tzara et Picasso, jusqu'à désavouer l'écrasement de l'Octobre hongrois de 1956.

« Moi qui moi-même me trahis... »

Au début des années soixante, Aragon publie une *Histoire de l'URSS* qui entreprend, de manière ô combien timide, la révision de quelques dogmes stalinien. Mais c'est aussi la parution du *Fou d'Elsa*, sans nul doute le plus beau livre poétique de Louis Aragon et qui rejoint, peut-être, à trente années de distance, *l'Amour fou* d'André Breton...

En 1965, Aragon soutient Daniel et Siniavski, jugés à Moscou. Il défend Soljenitsyne et préface le livre de Kundera *la Plaisanterie*. C'est l'époque où le PCF, et *les Lettres françaises*, que dirige Aragon, suivent avec intérêt les ouvertures du printemps de Prague.

A partir de ces années-là, l'œuvre littéraire d'Aragon (*Théâtre-Roman*, *Henri Matisse/Roman*, etc.) se livre

à une certaine réévaluation du surréalisme. « J'appartiens à cette catégorie d'hommes qui ont toujours cru plus fort qu'ils n'ont craint, me comprenez-vous ? », note-t-il en 1965, reconnaissant ainsi une des clés à son attachement au stalinisme. Quand Garaudy est exclu du PCF, que *les Lettres françaises* sont supprimées par Marchais-Leroy en 1972, Aragon se tait.

Comme jadis, au moment où il a renié ses amis surréalistes, il lui a manqué le courage de dire la vérité. Confondant toute sa vie classe ouvrière et PCF, il n'a jamais fait acte de moindre écart critique à l'égard de son parti. Assimilant toute sa vie à la triste trajectoire du stalinisme, il en a été un porte-parole servile, n'hésitant jamais à encaisser les plus horribles des crimes stalinien. Nous le condamnons politiquement, sans appel. Ce qui ne nous autorise pas à confondre, à mêler volontairement son sinistre engagement politique avec son œuvre d'écrivain.

Jean-Michel Masson

Clara

**L**E 15 décembre 1982, Clara Goldschmidt, devenue Clara Malraux, est morte à quatre-vingt-cinq ans. Son nom, elle méritait bien de l'avoir gardé après son divorce. Non pas comme une espèce de cadeau de rupture, mais parce que, sans elle, les chefs-d'œuvre de Malraux n'auraient pas été — ceux après lesquels il était devenu « feu Malraux » (M. Nadeau) — sans elle qui lui apportait le sens politique.

Nous nous souviendrons d'elle avec qui nous avons marché ensemble dans une dure période d'isolement : celle de la haute tension internationale du début des années cinquante, consécutive à la rupture soviéto-yougoslave qui avait achevé de détacher la résistante Clara Malraux du PCF (en même temps que tout un groupe d'intellectuels militants et sympathisants parmi lesquels Jean Duvignaud et Jean Cassou...) et ce n'est pas sans émotion que j'assistai un jour au désarroi de Clara faisant le bilan des effets de

destruction de la politique de moulINETTE et de presse-purée infligée par le stalinisme à ses intellectuels. Clara disait comment elle avait en vain tenté pendant des années de faire du « réalisme socialiste », n'y récoltant qu'un sentiment de stérilité.

Et ce n'est en effet qu'après cette rupture qu'elle écrivit enfin ses livres où se révèle toute sa sensibilité, sa délicatesse et sa subtilité.

Dans *Par de plus longs chemins*, elle raconte comment, lors d'un repas chez elle, elle ne pouvait suivre la discussion que par bribes, entre les plats qu'elle servait. Si entre André et Clara, c'est lui qui est le « grand écrivain », il n'est pas impossible de penser que cela est peut-être dû, même en ce cas « privilégié », à la condition féminine. Clara Malraux aurait peut-être une autre stature si elle n'avait pas eu à passer ce double handicap d'être femme et communiste à l'heure du stalinisme, ce qu'il lui fallut tant de temps pour réussir.

Michel Lequenne



sur le petit écran

• **Vendredi** 20 h 35 (A2), 3<sup>e</sup> épisode de *l'Épingle noire* (très bon !) pour ouvrir une soirée d'A2 qui sera animée (beurré !) par J. Martin, M. Drucker et Ph. Bouvard (et sur TF1 il y a Mourousi !...). En attendant, vers

0 h 25, *la Huitième Femme de Barbe-Bleue*, une savoureuse comédie américaine d'Ernst Lubitsch avec Gary Cooper et C. Colbert... du champagne sur l'écran !

Si vous préférez FR3, la soirée est

animée par Eddy Mitchell, et outre Tom et Jerry et Tex Avery, les temps forts en seront, vers 20 h 35, *Vera Cruz*, un grand cru du western, dû à R. Aldrich et interprété par Gary Cooper et Burt Lancaster (mâtin, quel duo !) ; vers 0 h 35, après une heure de variétés autour de Schmoll, Baschung, Devos, Hardy, Jonasz, Montand, Nougaro, Salvador, Souchon, Téléphone... (mâtin, quel beau linge !) vous pourrez voir *Haute Société*, une très bonne comédie de

Charles Walters avec F. Sinatra, Grâce Kelly et Bing Crosby.

• **Dimanche** à 20 h 35, c'est encore FR3 que je vous conseillerai de choisir, avec *Il était une fois Hollywood* qui, comme son nom l'indique, est un film de montage bâti avec des extraits de l'âge d'or de la comédie musicale de la MGM.

A 23 h 10 (FR3), hommage à Tex Avery, avec une série de dix dessins animés entièrement inédits à la télé,

et réalisés entre 1936 et 1940 par le pape du « cartoon ».

• **Lundi** à 15 h 05 (TF1), c'est-à-dire pour celles et ceux qui couvriront leur crise de foie à domicile, *Barbe-Noire le pirate*, un grand film d'aventures de Raoul Walsh avec R. Newton et Linda Darnell...

• **Jeu**di à 20 h 35 (FR3), *Le général dort debout*, une pochade salutairement antimilitariste de F. Massero avec Ugo Tognazzi.

Michel Laszlo

## AFGHANISTAN

## Terreur généralisée, exode sans précédent

• Lors de sa 2<sup>e</sup> session, le Tribunal permanent des peuples a recueilli des témoignages accablants pour l'URSS

DU 16 au 20 décembre vient de se tenir la deuxième session du Tribunal permanent des peuples, consacré à l'Afghanistan.

L'existence d'un tel tribunal doit d'abord se justifier, d'autant plus que le stalinisme ne peut manquer de mettre en cause sa « légitimité ». Déjà quand J.-P. Sartre avait condamné l'intervention soviétique de 1956 en Hongrie, il lui avait été demandé : « De quel droit protestez-vous ? Au nom de quel principe ? De quelle philosophie ? De la vôtre sans doute. » Ce tribunal se situe dans une lignée qu'on peut faire remonter bien au-delà de son devancier, le tribunal Russell qui condamna les crimes de guerre américains au Vietnam, celle de Voltaire se dressant seul pour la défense des Sirven, des Calas, de La Barre ; celle de Hugo pour cent causes, de Zola et d'Anatole France engagés dans l'affaire Dreyfus bien avant les organisations du mouvement ouvrier ; de Gide dénonçant la colonisation au Congo. Le droit au nom duquel parlaient ces grands intellectuels, contre leur propre classe, c'était toujours celui des principes humanistes dont se réclamaient formellement ceux mêmes qui les bafouaient dans leurs actes.

C'est ainsi — et avec seulement plus de lucidité sur la relativité de ces principes — que le collectif d'intellectuels internationaux — universitaires, juristes, écrivains, dignitaires religieux (1) — qui composent le Tribunal permanent des peuples se permet de juger les crimes de guerre et les atteintes aux droits des peuples. Non pas au nom d'une morale abstraite et au-dessus des classes, mais au nom des principes, élémentaires par notre époque, reconnus par les parties mêmes en cause, en des ac-

### CEUX QUI COMPOSENT LE TRIBUNAL

François Rigaux, président, professeur de droit international privé, Université catholique de Louvain, Belgique ; Richard Bäuml, professeur de droit institutionnel à l'université de Berne, membre du Parlement fédéral, Suisse ; Vladimir Dedijer, historien, Yougoslavie ; François Houtart, sociologue, professeur à l'Université catholique de Louvain, Belgique ; Edmond Jouve, professeur de relations internationales du tiers monde à la Sorbonne, France ; Jan Kulakowski, secrétaire général de la Confédération mondiale du travail ; Léo Matarasso, avocat, France ; Sergio Mendez Arceo, évêque de Cuernavaca, Mexique ; Ajit Roy, économiste et journaliste, Inde ; Laurent Schwartz, mathématicien, professeur à l'Université de Paris VII, membre de l'Académie des sciences, France ; Salvatore Senese, magistrat, Italie.

cords, conventions, protocoles qu'ils ont signés ou ratifiés.

### Une autorité incontestable

L'autorité du tribunal à l'égard du conflit d'Afghanistan est forte du fait que ses précédentes sentences ont porté sur des crimes contre des peuples dont les bourreaux étaient de différentes natures sociales et politiques, puisqu'elles ont porté sur le Sahara occidental (Bruxelles, novembre 1979), l'Argentine (Genève, mai 1980), l'Erythrée (Milan, octobre 1980), les Philippines (Anvers, novembre 1980), le Salvador (Mexico, février 1981), Timor (Lisbonne, juin 1981) et enfin le Zaïre (Rotterdam, septembre 1982).

Dans une première sentence, en mai 1981, le tribunal avait établi le caractère d'agression de l'intervention soviétique en Afghanistan, avec la conséquence que le conflit relevait ainsi du droit international. La nouvelle session devait, sur la base des travaux d'une commission spéciale d'enquête, vérifier s'il y avait en Afghanistan, de la part des forces soviétiques, « violation du droit humanitaire de la guerre, notamment en ce qui concerne le sort des populations civiles ».

Le bilan de ces recherches et la masse des témoignages recueillis, qui fondent la nouvelle sentence, sont accablants pour l'URSS.

Enquêteurs désignés par le tribunal, médecins (dont les cinquante-neuf des différentes associations françaises), témoins afghans de toutes conditions, combattants résistants et civils, journalistes, photographes et experts ayant séjourné dans le pays entre 1980 et 1982, rapports officiels et analyses de presse ont permis l'établissement d'un tableau qui ne laisse aucun doute sur l'inhumanité atroce de cette sale guerre.

Les gouvernements de l'Union soviétique et de Kaboul seraient mal fondés à nier maintenant la valeur de si nombreux témoignages et constats alors qu'ils se sont refusés à prêter tout concours au tribunal dans sa recherche de la vérité, et que la gravité des accusations portées contre eux auraient dû les inciter à se défendre. Leur carence, en un tel cas, confirme les accusations.

Les témoignages oraux et écrits recus par le tribunal ont été classés en rubriques :

#### 1 Les méthodes et les moyens de guerre

Plusieurs types d'armes prohibées par les conventions internationales sont incontestablement utilisées en Afghanistan par les troupes russes : des balles à trajectoires déviées, type dum-dum ; des balles ou grenades à fragmentation ; des pièges explosifs camouflés en objets tels que stylos, montres et jouets, ou



Décembre 1979 : il y a trois ans, l'URSS envahissait l'Afghanistan.

dissimulés sous les cadavres ; enfin — sans qu'ils aient pu être identifiés — des substances dont les manifestations et les effets sont celles de gaz, et provoquant soit des états d'inconscience prolongée, soit des blessures difficiles à cicatrifier (des photographes les montrent et le rapport de leur étude a été développé), soit la mort.

La difficulté de conclure avec une certitude absolue au sujet de ces dernières « armes » a amené le tribunal à conclure à la carence des Nations unies quant « à leur mission d'information et d'enquête » dans un tel domaine, aussi grave.

Des photos de cadavres noirs signalent l'usage du napalm lors de bombardements.

#### 2 Traitement des blessés et captifs ; les pratiques de torture

Nul doute en ce qui concerne les blessés achevés, et de telle manière que l'on puisse penser que des « ordres avaient été donnés de ne pas laisser de survivants ». Pas davantage par les pratiques de profanation des morts (d'une telle importance eu égard aux conceptions culturelles du pays), et pour les traitements avilissants infligés aux prisonniers.

La torture est de pratique courante, infligée tant à des combattants qu'à des civils. Aux coups et à la privation de sommeil s'ajoute la pratique courante des chocs électriques. Les femmes n'y échappent pas et certaines ont été violées. Des Soviétiques assistent et participent couramment à ces tortures. Le témoignage le plus bouleversant de cette session du tribunal a

certainement été celui de l'étudiante en médecine Farida Ahmadi, détenue du 24 avril au 20 septembre 1981, qui a raconté comment elle avait subi divers types de torture pendant plusieurs semaines et assisté à d'autres encore plus atroces, tels que membres coupés et yeux arrachés.

#### 3 Les exactions contre les civils et contre la population

C'est bien à un peuple que les Soviétiques font la guerre. Sans doute parce que leur expérience de la guérilla (de la guerre du peuple) leur a appris qu'on ne vainc celle-ci qu'en détruisant la base sociale civile des combattants, ils font là une guerre terroriste. Le but des opérations semble être de faire fuir les populations. Mines antipersonnelles semées sur les chemins, dans les prés, aux alentours des villages ; assassinats de vieillards, de femmes et d'enfants ; récoltes de blé et de maïs incendiées (en particulier par hélicoptères) ; bétail, chevaux et mulets tués ; destruction des villages puis par leurs habitants créent un climat de peur multiforme.

### Terreur généralisée, exode sans précédent

Des témoignages mentionnent des destructions et pillages de mosquées, des villages entiers détruits par bombardements. Les hôpitaux sont systématiquement détruits, y compris ceux signalés par une « croix rouge » (ce qui a amené à supprimer ce signe qui accroît les risques au lieu de les supprimer).

Un cas de massacre a été étu-



### LA SENTENCE

En dépit de la limite de ses moyens, le Tribunal des peuples a pu établir que la plupart des accusations étaient prouvées et énoncer ainsi sa sentence :

« Le tribunal condamne l'Union soviétique pour les violations des règles du droit de la guerre déclarées établies ci-dessus :

— déclare que pareilles violations sont étroitement liées à la violation des droits inaliénables du peuple afghan et que le respect des droits fondamentaux des peuples constitue une condition sine qua non du respect des valeurs humaines élémentaires inhérent au droit de la guerre. »

Quoiqu'une telle condamnation n'ait que valeur morale, on sait le poids que celle-ci peut acquérir pour peu que son écho ne soit pas étouffé. C'est essentiellement au mouvement ouvrier qu'il appartient de faire porter profond et loin le travail et les conclusions et sentence du Tribunal des peuples.

dié en détail sur la base des témoignages à la fois des enquêteurs, du maire, d'un paysan et d'un religieux du même village de Pādlahwāb-e-Sharra (province du Logar, au sud de Kaboul) : cent cinq morts, dont onze enfants, ont été tirés d'un canal d'irrigation où s'était réfugiée la population, plus quelques modjaheddin, des ouvriers de passage et des réfugiés. La tuerie a été effectuée par l'enflamment et l'explosion de produits chimiques déversés dans l'eau.

Effets de cette terreur généralisée ; un exode sans précédent. Avec ses deux millions et demi de réfugiés au Pakistan et plusieurs centaines de milliers en Iran sur une population de quinze millions dont on ignore le chiffre des morts, c'est entre un cinquième et un quart des Afghans que l'invasion a éliminé du pays, et la plus forte masse de réfugiés du monde.

En dépit de tout cela, la guerre piétine. L'année 1982 a vu s'élever considérablement le nombre des opérations russes. Cependant la résistance s'est renforcée.

Michel Lequenne